

Conférences de la souveraineté alimentaire



Hélène POIRIER,
directrice de l'Institut Agro Dijon



Programme de la journée

9h00 – Accueil café

9h30 - Introduction institutionnelles

10h00 – Rappel du contexte et des objectifs de la conférence de souveraineté alimentaire par Bjorn Desmet, Directeur de la DRAAF,

Diffusion vidéo du ministère

10h15 – Présentation de la vision de la profession par Vincent Lavier président de la CRABFC et Cyrille Forest, président de la CAD 58 et coordinateur des conférences de souveraineté alimentaire

Vidéo : le point de vue des consommateurs

10h30 – Echange avec la salle

11h00 –Table ronde sur les enjeux de la souveraineté en région.

12h00 – Présentation de l'organisation de l'après-midi

12h15 – Conclusion par les Co-Présidents

12h30 – 14h00 – Cocktail déjeunatoire

14h00 – 15h30 – Travaux dans les 5 ateliers techniques



Rappel du contexte et des objectifs

Björn DESMET, Directeur Régional de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt



Rappel du contexte et des objectifs

La souveraineté alimentaire est inscrite dans la LOSARGA comme intérêt général majeur

La loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et le renouvellement des générations en agriculture (LOSARGA) publiée le 25 mars 2025 prévoit dans son article 1^{er}, avec la création de l'article L. 611-1-1 dans le code rural et de la pêche maritime, **l'élaboration par les filières d'une stratégie à horizon 10 ans** ainsi que **l'organisation en 2026 de « conférences de la souveraineté alimentaire »**. Ces travaux doivent faire ensuite l'objet d'une **synthèse** présentée lors d'une **« conférence nationale de la souveraineté alimentaire »** présidée par la ministre chargée de l'agriculture. Chaque stratégie de filière devra faire l'objet d'une revue à mi-parcours (soit en 2031).

Objectif : Regagner des points de souveraineté sur notre marché intérieur et renforcer notre compétitivité afin d'exporter de nouveau tout en tenant compte du changement climatique, du contexte géopolitique et de l'évolution des attentes du consommateur.

Méthode :

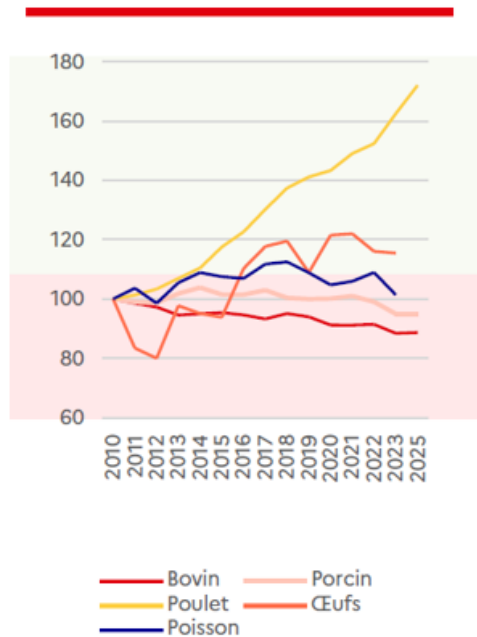
- Co-construction avec les acteurs professionnels
- Mise à jour tous les 5 ans d'un rapport parlementaire sur les progrès effectués
- Organisation d'une grande conférence sur la souveraineté alimentaire dès 2026

Les enjeux de la souveraineté alimentaire

Comprendre les grands facteurs d'évolution pour bâtir un plan d'action commun

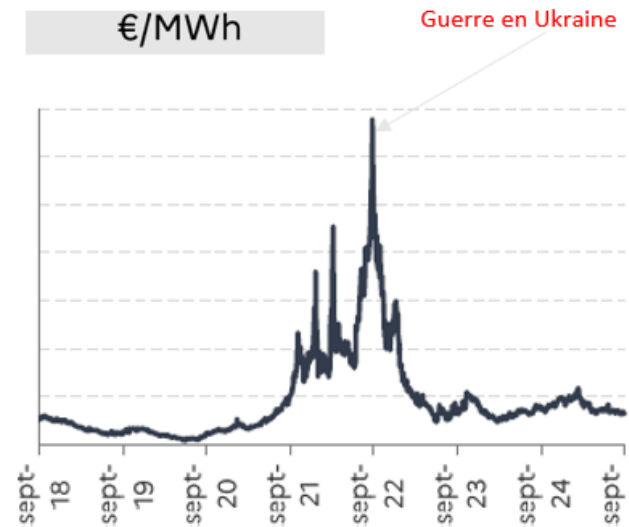
Les tendances / évolution des consommateurs

Évolution de la consommation par bilan
Viandes & Poisson



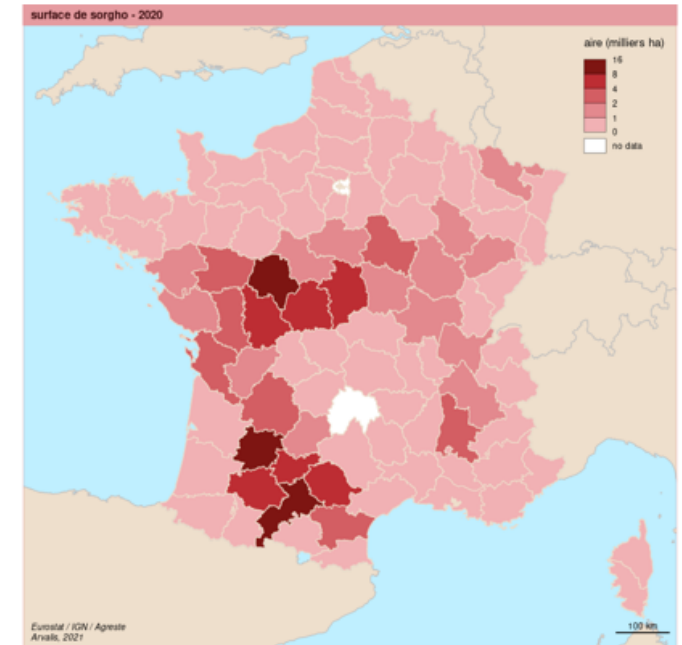
Le contexte géopolitique

Gaz – Dutch TTF -
€/MWh



Le changement climatique

Déplacements des cultures : Surface en sorgho en 2020



Méthodologie

Objectif : bâtir un scénario de reconquête de notre souveraineté sur toute la chaîne de valeur



Consommation

- Qui sont les consommateurs de demain ?
- Que mangent t-ils ?
- Comment consomment-ils ?



Transformation

- Quelles sont les forces et les faiblesses de nos outils industriels pour répondre à la demande ?
- Quelles usines et maillons de transformation sont à développer ?



Production :

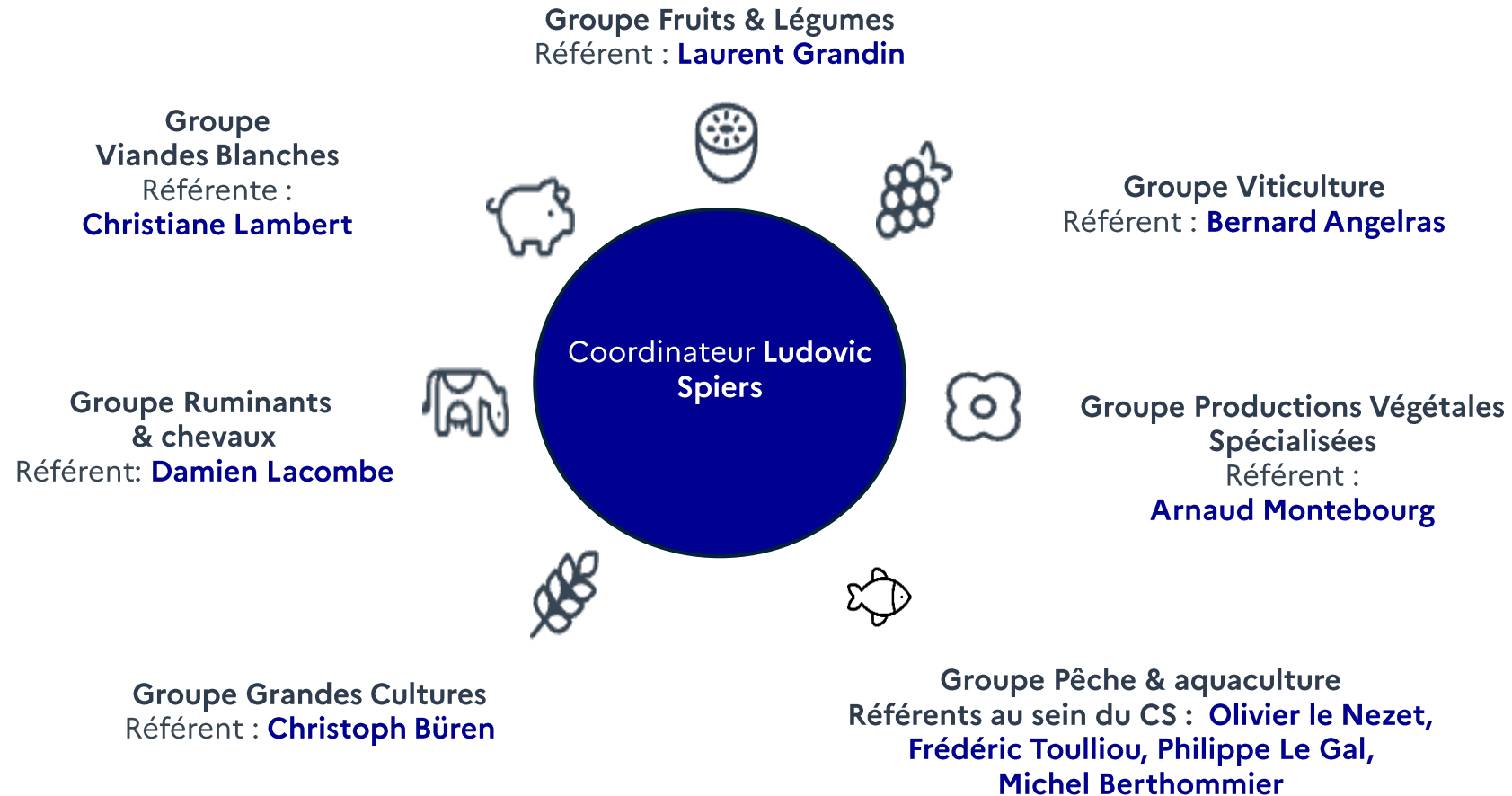
- Que produire à horizon 10 ans ?
- En quelle quantité ?
- Où produire et comment sur notre territoire en intégrant les enjeux transverses environnementaux et sociaux (changement climatique, ressource en eau, énergie, renouvellement des générations) ?



Calendrier des conférences de souveraineté



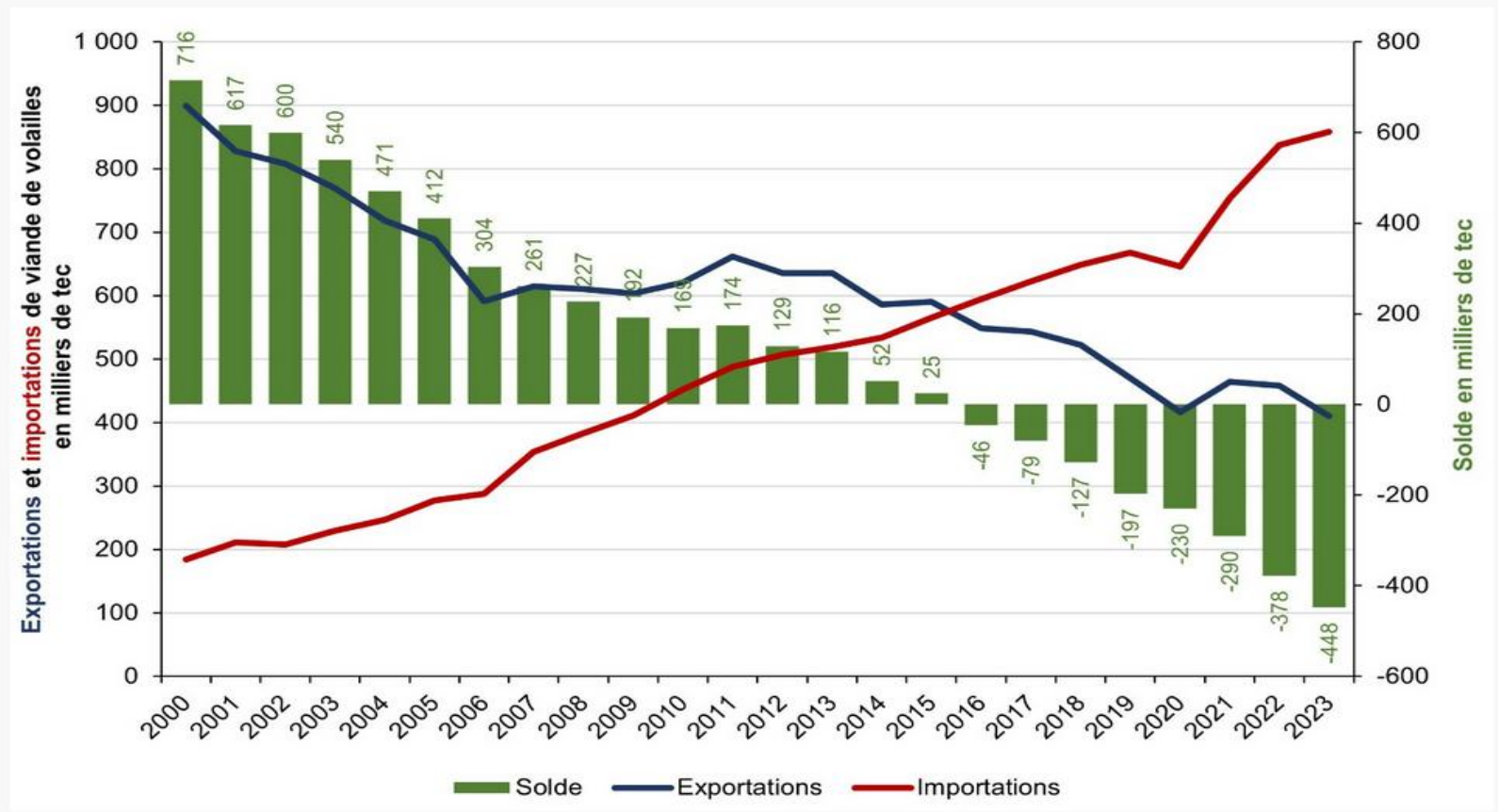
Gouvernance au niveau national avec 7 groupes sectoriels



Dégradation du commerce extérieur de la France

Exemple de la viande de volaille

Figure 8. Commerce extérieur de la France en viande de volailles (milliers de tec) entre 2000 et 2023 (Source : Douanes françaises/ Traitement INRAE, SMART).



Volet régional

Méthodes & livrables attendus

1. **Contribution régionale** aux objectifs nationaux, détaillée par filière
2. **Liste détaillée de « projets d'avenir »**, et si la maturité du projet le permet, fiche projet
3. **Note de synthèse nationale** établie par les co-pilotes

Dans le temps, un **rapport annuel de suivi** de l'évolution des filières et de l'avancement des projets.


Déroulé méthodologique en Bourgogne – Franche-Comté

- 16 avril 2026 : Conférence régionale de la souveraineté alimentaire
 - Lancement de la phase territoriale présidée par le Préfet et Président de région
 - Première réunion des groupes sectoriels
- Au cours du mois de mai :
 - Seconde réunion des groupes sectoriels répartis sur le territoire
 - Première identification de « projets d'avenir »
- Mi-juin : synthèse par les co-pilotes des groupes
 - Identification des projets
- Fin juin : séminaire de clôture des travaux
 - Remonté des informations en vue de la conférence nationale



Parole à la profession





**Selon vous,
qu'est ce que la
Souveraineté Alimentaire ?**

Sondage réalisé via LinkedIn en avril 2026.

Nos travaux en groupe du 16 avril 2026 après midi

- **Objectifs de la séance**

- Prendre connaissance des travaux des **GT nationaux** + éléments apportés par présentation BFC
- **Se positionner sur un projet à conduire de manière opérationnelle**

- **Déroulé**

- Se connaître
- Mise en commun des constats clés
- Présentation des projets soumis au choix
- Positionnement individuel et collectif
- choix

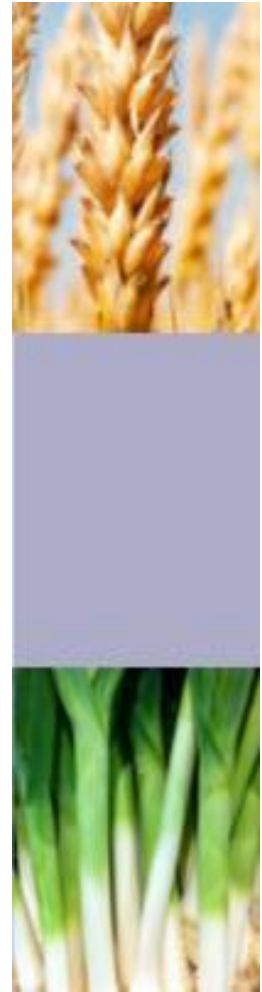
- **Règles de fonctionnement**

- Être à l'écoute
- Pragmatique
- constructif





Trajectoire retenue à 10 ans des différentes productions



Ruminants et herbivores

- **Bovin viande** : stabiliser le cheptel + renforcer l'engraissement
→ +20 000 téc d'ici 2030, +200 000 ha de prairies.
- **Ovin** : +1 million d'agneaux/an (Contrat de progrès).
- **Lait de vache** : objectif **24 Mds litres**, + matière grasse, reconquête cœur/entrée de gamme.
- **Lait de brebis** : 330-340 M litres.
- **Lait de chèvre** : 500-600 installations en 10 ans.



Viandes blanches (volaille de chair, œuf, porc, palmipède gras)



500 installations/reprises d'élevages/an, soit un investissement total **10 à 15 Md€** sur la décennie.

- **Volaille de chair** : +4,8 %/an pour réduire fortement les importations (220 poulaillers/an).
- **Label Rouge** : +1,4 %/an (60 poulaillers/an).
- **Œufs** : +70 poulaillers/an.
- **Porc** : 100 installations/reprises/an pour retrouver l'autosuffisance.
- **Lapin** : maintenir l'autosuffisance, 30 élevages/an en mode alternatif.
- **Palmipèdes gras** : +55 bâtiments/an.



Grandes cultures

- Redevenir **exportateur net de farine**.
- **Reconquête des pâtes françaises** : +1 % de part de marché/an.
- Développement des **protéines végétales** et usages non alimentaires.
- +1 Mt d'aliments pour animaux ($\approx 150\,000$ ha).

Fruits, légumes et productions végétales spécialisées

- **+5 points de souveraineté d'ici 2030, +10 points d'ici 2035.**
- **Pommes de terre transformées** : +0,7 à +1,2 Mt sans augmentation des surfaces.
- **Horticulture** : passer de 15 % à 20 % de fleurs françaises d'ici 2035.
- **PPAM** : +10 000 ha.
- **Houblon** : doubler les surfaces $\rightarrow 1\,500$ ha & 2 300 t (50 % de la demande).
- **Lin** : doubler les surfaces ($\approx 176\,000$ ha aujourd'hui).
- **Olive** : +1 500 ha via reconversions.
- **Miel & produits de la ruche** : structuration des gammes, valorisation pollinisation.



viticulture

- Consommation nationale en baisse : -5 à -6 Mhl d'ici 2035.
- Rendements en baisse (54 hl/ha vs 59 hl/ha 20 ans plus tôt).
- Jusqu'à **100 000 ha de surfaces arrachées** possibles d'ici 2035.
- >> s'adapter aux évolutions de la demande, création de valeur et bonne répartition dans la filière.





Sachant qu'il faudra tenir compte de...

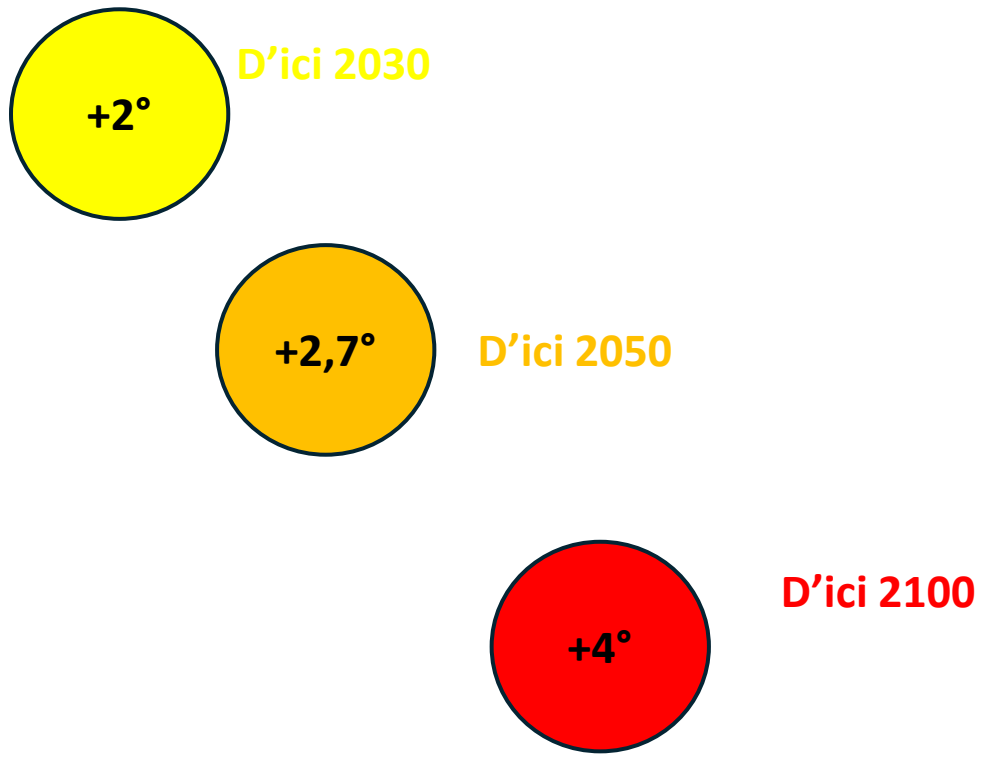
... De la tendance à l'augmentation des températures.



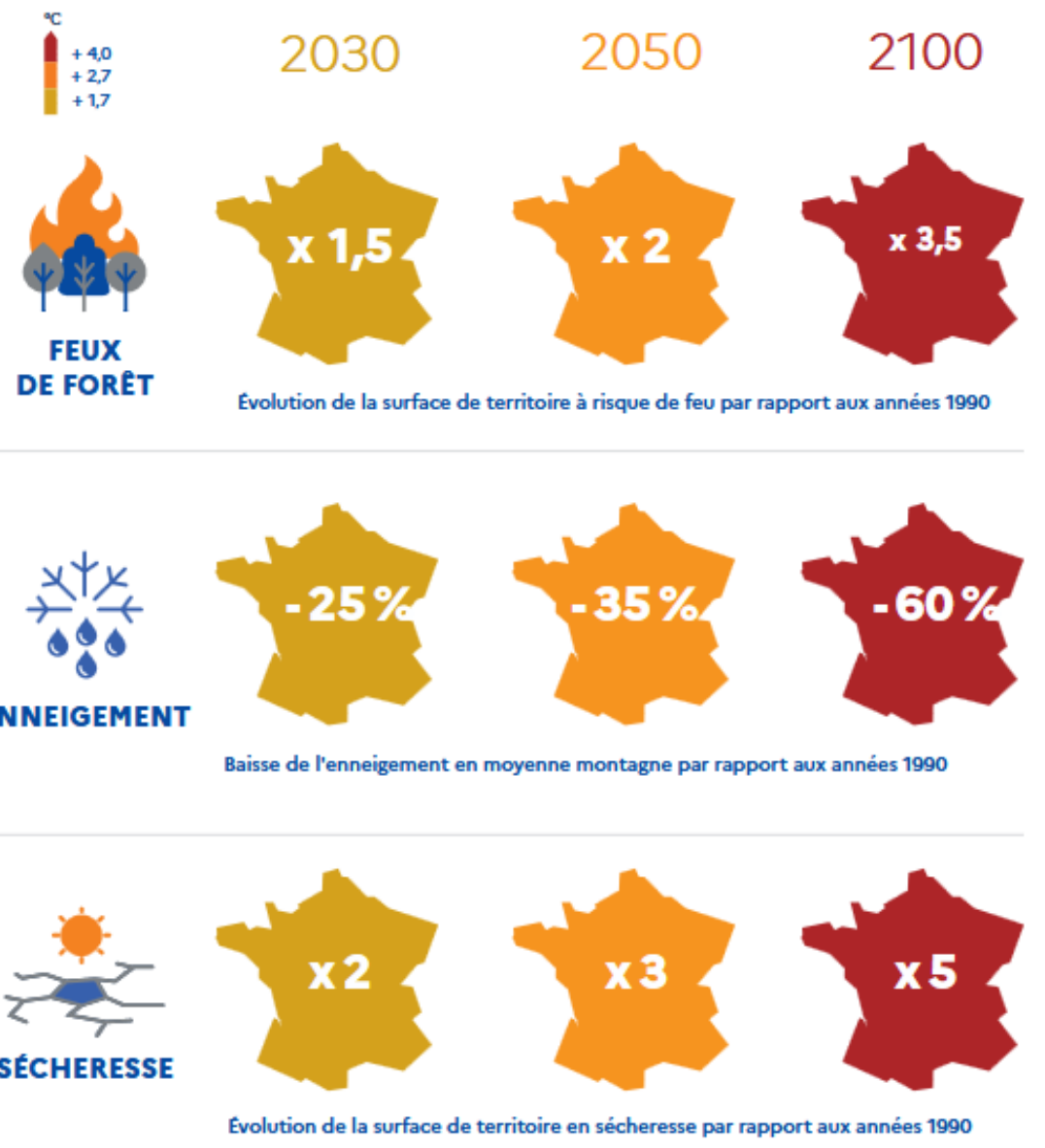
LES 10 ANNÉES LES PLUS CHAUDES EN FRANCE DEPUIS 1900



EN FRANCE +4°C EN 2100,
QU'EST-CE QUE CELA SIGNIFIE CONCRÈTEMENT ?



Projection des impacts du changement climatique en France hexagonale d'ici 2100



GT1

Présentation des contributions nationales

Ruminants et herbivores

122 000
élevages bovins

30 000
élevages ovins

10 000
élevages caprins

1^{er}
rang européen
de production en
viande bovine
1,3 Mtec

Diagnostic de la situation actuelle :

- **Production :**
 - Filières ruminants proches de l'autosuffisance ou excédentaires (viande bovine, lait chèvres ou de vache), déficitaire en production de viande ovine (seulement 50% des besoins couverts)
- **Consommation et transformation :**
 - La viande bovine: de plus en plus consommée via la restauration hors domicile, où la viande importée est dominante (55 %).
 - Les produits laitiers bovins bien placée pour les produits de grande consommation mais moins pour l'entrée en cœur de gamme, la France est autosuffisante pour les composants du lait (poudre, fromage..) mais déficit en beurre (78% d'autosuffisance)
 - Fromage de chèvre: vendu essentiellement en circuit court
 - Fromage de brebis : produit festif d'exception

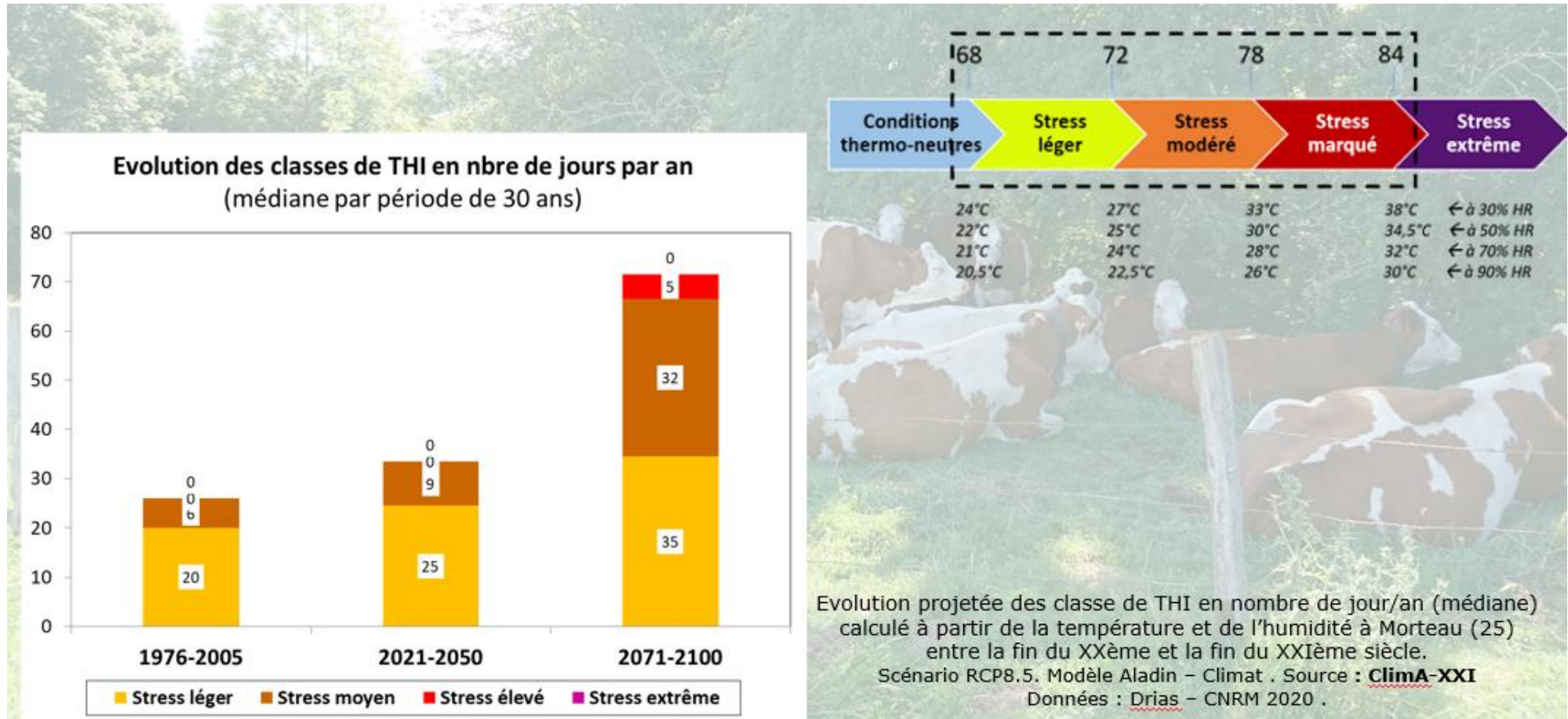
Menaces :

- **Systémiques :**
 - Changement climatique (Ex. diapo Suivante),
 - perturbations géopolitiques.
- **Internes :**
 - décapitalisation du cheptel,
 - surtransposition réglementaire,
 - manque de financement,
 - désaffection des jeunes pour les métiers agricoles,
 - perte de compétitivité.
- **Externes :**
 - Concurrence internationale,
 - accords commerciaux déséquilibrés





Elevage – stress thermique des animaux



Augmentation des risques sanitaires : Dermatose Nodulaire Contagieuse...

Opportunités :

Internes :

- Diversité des systèmes de production,
- valorisation de l'herbe (Ex.diapo suivante),
- génétique de pointe,
- interprofessions structurées,
- innovations pour réduire les émissions de méthane.

Externes :

- Demande mondiale croissante pour la viande et les produits laitiers.



Actions prioritaires :

- **Produire** : Maintenir le cheptel, moderniser les élevages, attirer les jeunes dans les métiers agricoles, rationaliser les dispositifs de soutien.
- **Créer et répartir la valeur** : Sécuriser la rémunération des acteurs, valoriser les aménités positives de l'élevage, renforcer la compétitivité.
- **Ajuster la réglementation** : Simplifier les procédures, éviter la surtransposition, garantir des règles équitables pour les produits importés.
- **Communiquer** : Renforcer la transparence sur l'origine des produits, promouvoir la viande et les produits laitiers français.

Exemple en élevage – Redémarrage de la pousse de l’herbe

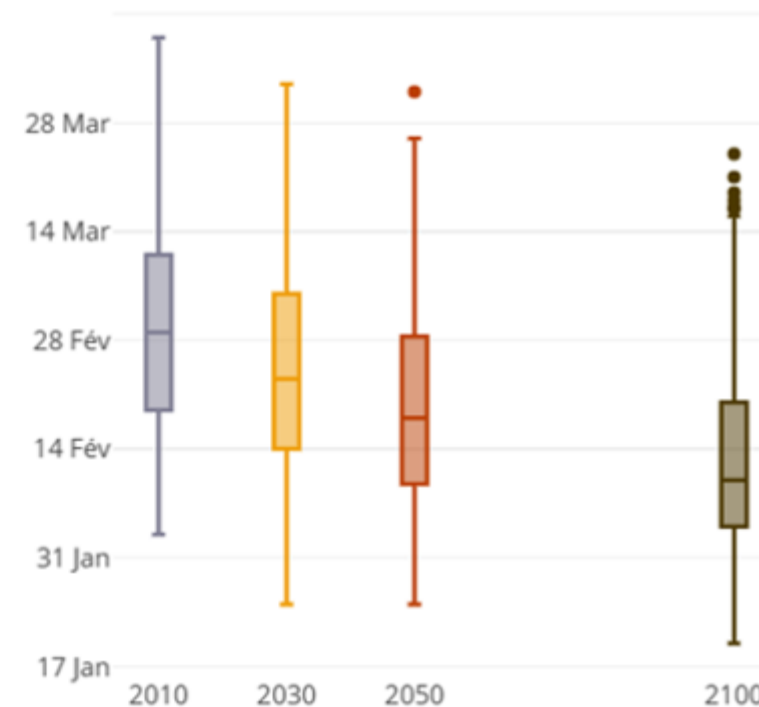
Date à laquelle est atteint le seuil de 200°C jours (base 0°C et borne à 18°C) initialisé au 1^{er} janvier à Charolles



A partir de cette date, l’herbe sort de sa dormance hivernale et reprend sa croissance.

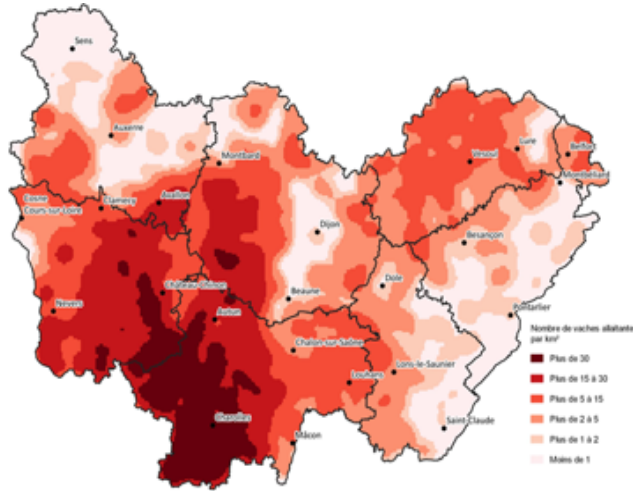


Prai - Redémarrage de pousse de l'herbe (date)



Source : [Climadiag agriculture](#)

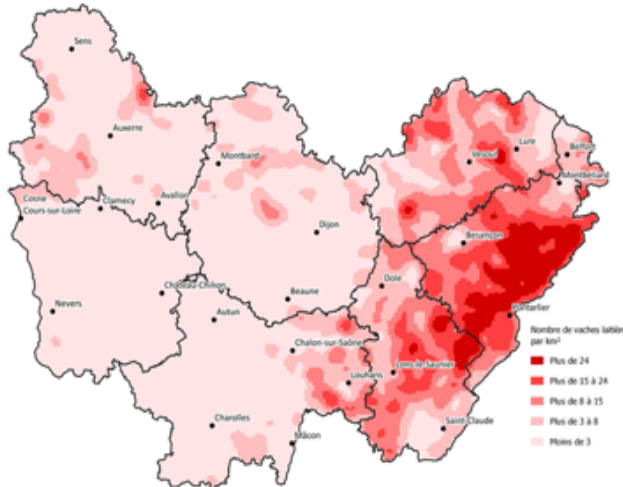
Les exploitations bovines



Répartition des Vaches allaitantes en Bourgogne-Franche-Comté

Au Recensement de l'Agriculture 2020

6385 exploitations spécialisées en bovins viande
4214 exploitations spécialisées en bovins lait

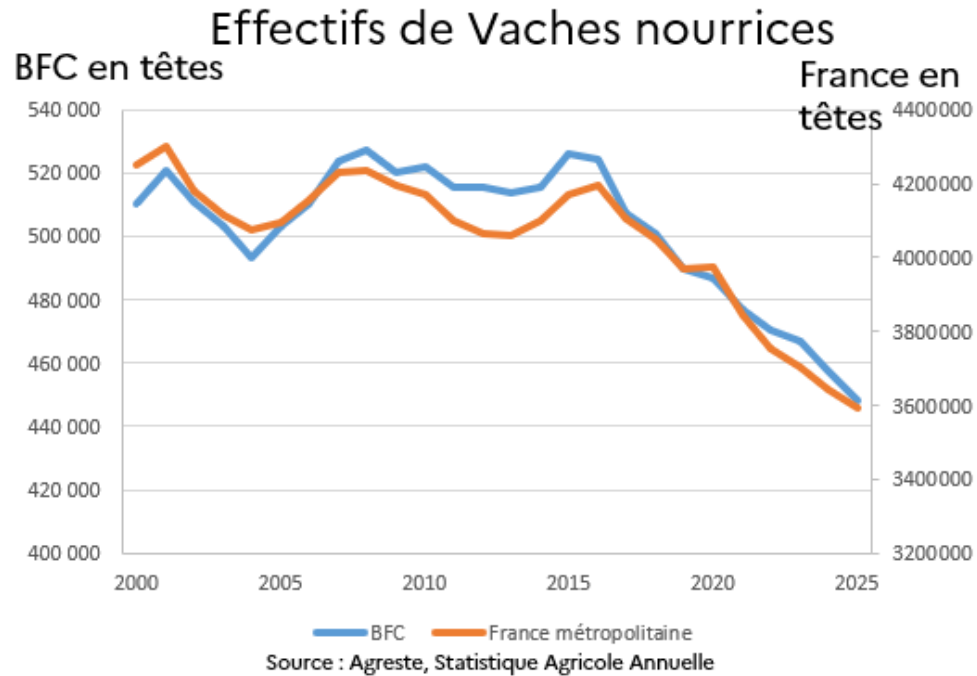


Répartition des Vaches laitières en Bourgogne-Franche-Comté

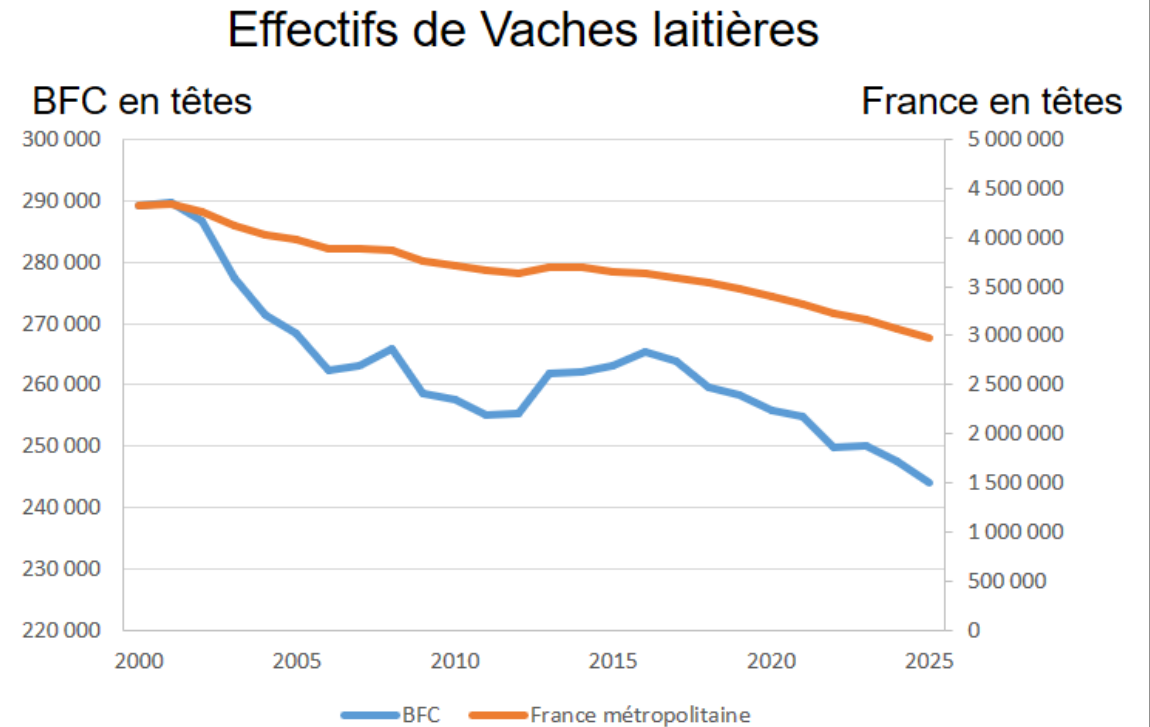
Entre 2019 et 2024 (source MSA)

Le nombre de chefs d'exploitations diminue de :
2 % par an dans les élevages laitiers,
3 % par an dans les élevages allaitants,

Evolution du cheptel de vaches

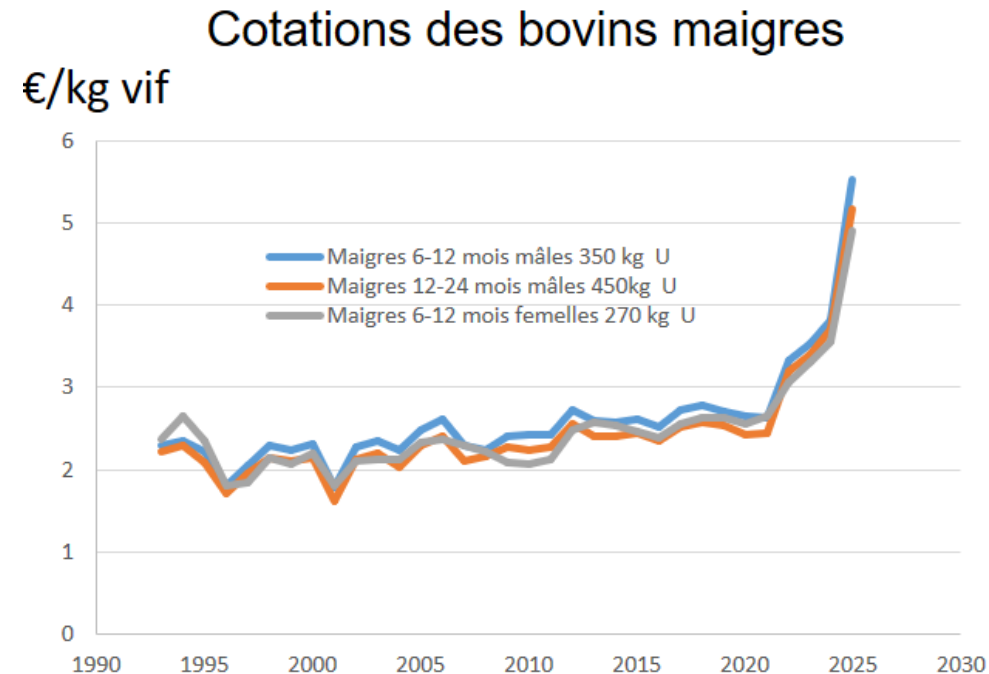
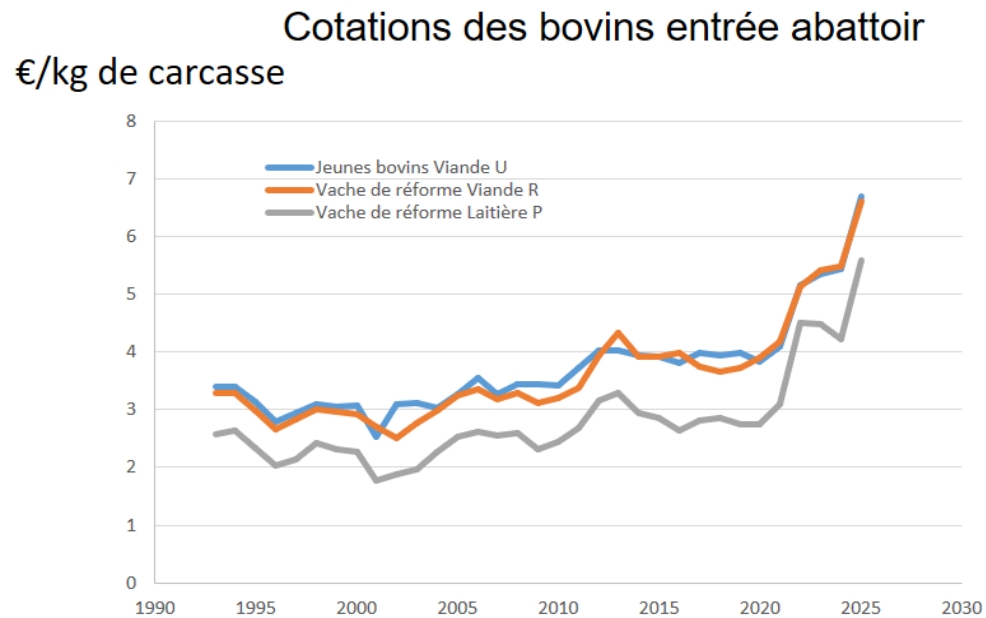


Le **cheptel allaitant** est stable jusqu'en 2016, puis diminue de 8 % en région et 18 % en France entre 2016 et 2025



Entre 2000 et 2025, diminution du **cheptel laitier** de 12 % en BFC et 16 % en France métropolitaine

Prix moyens annuels des marchés

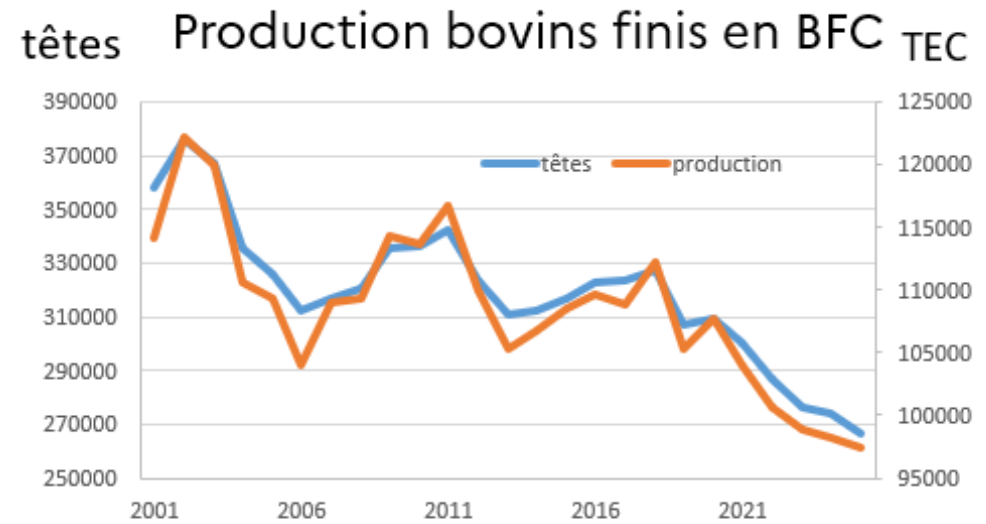
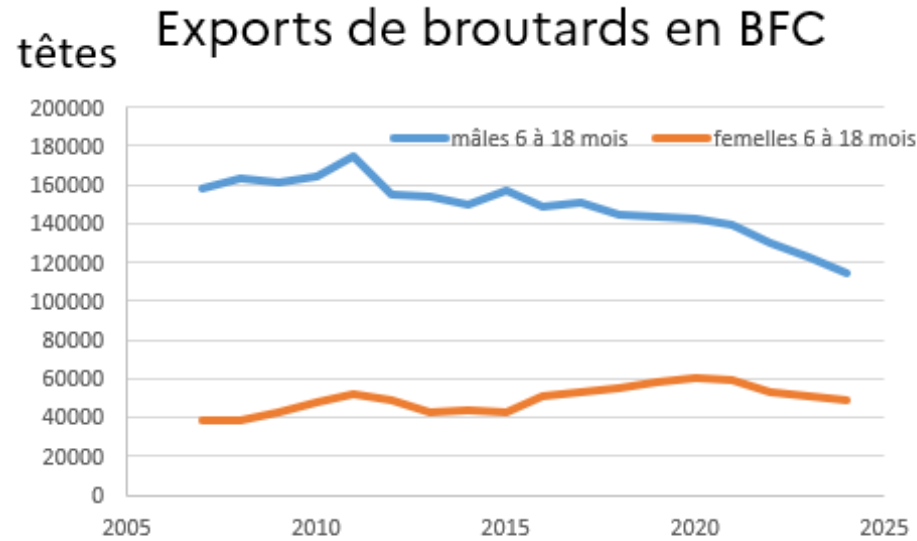


Prix moyen annuel du lait en BFC

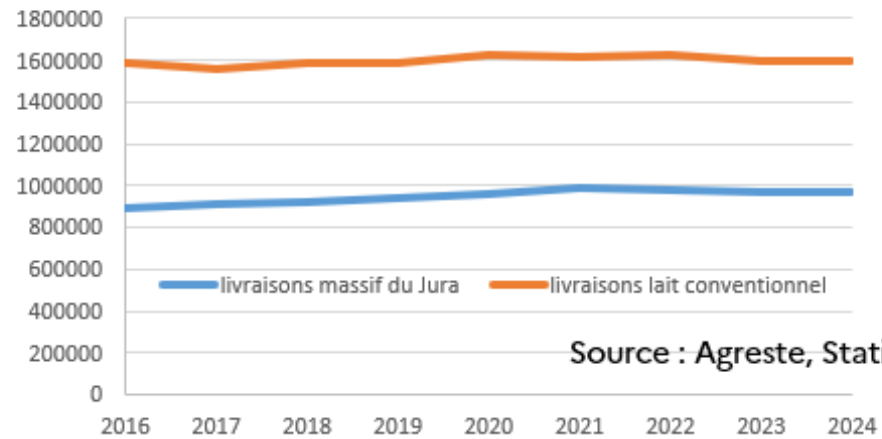
Source : Agreste, Statistique Agricole Annuelle



Production de viande et de lait



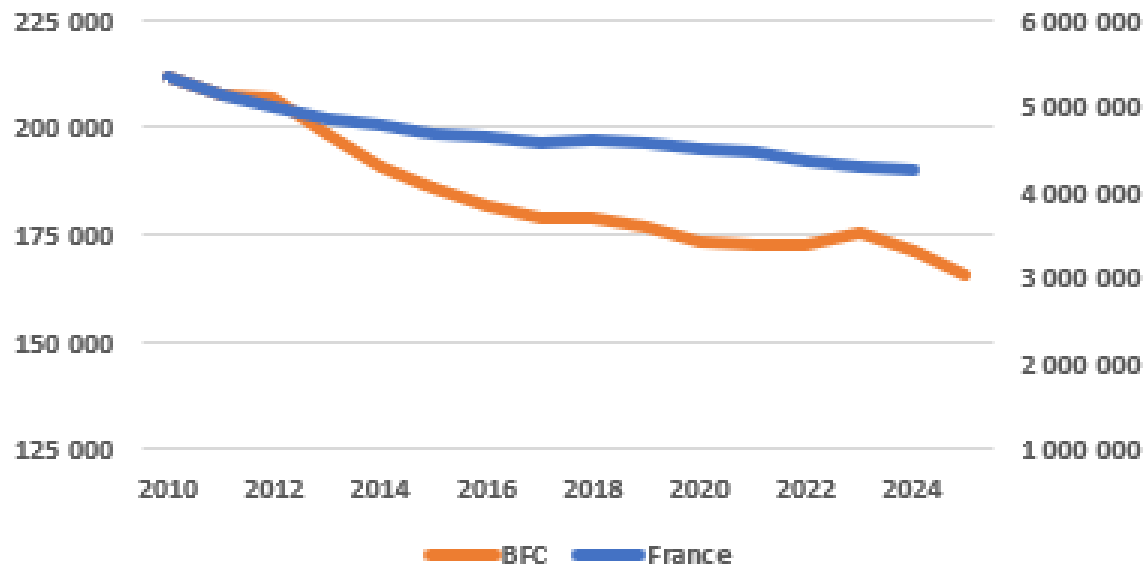
Livraisons de lait
Milliers de litres



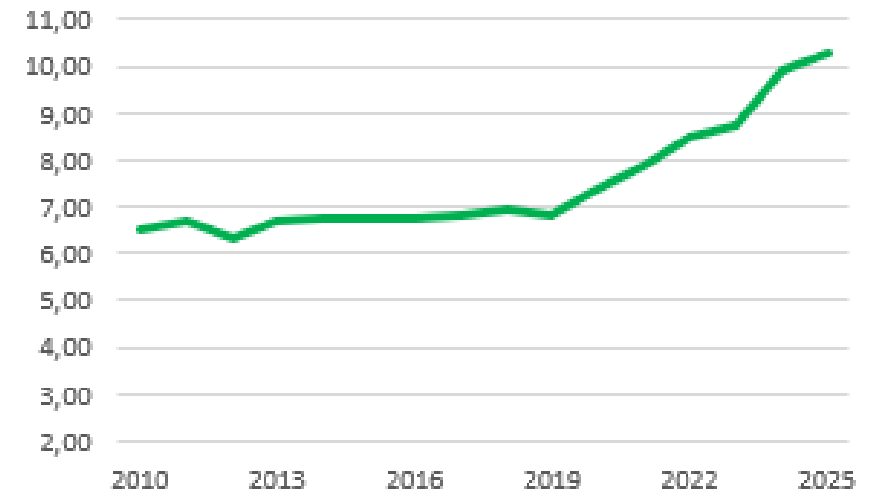
Source : Agreste, Statistique Agricole Annuelle

L'élevage ovin

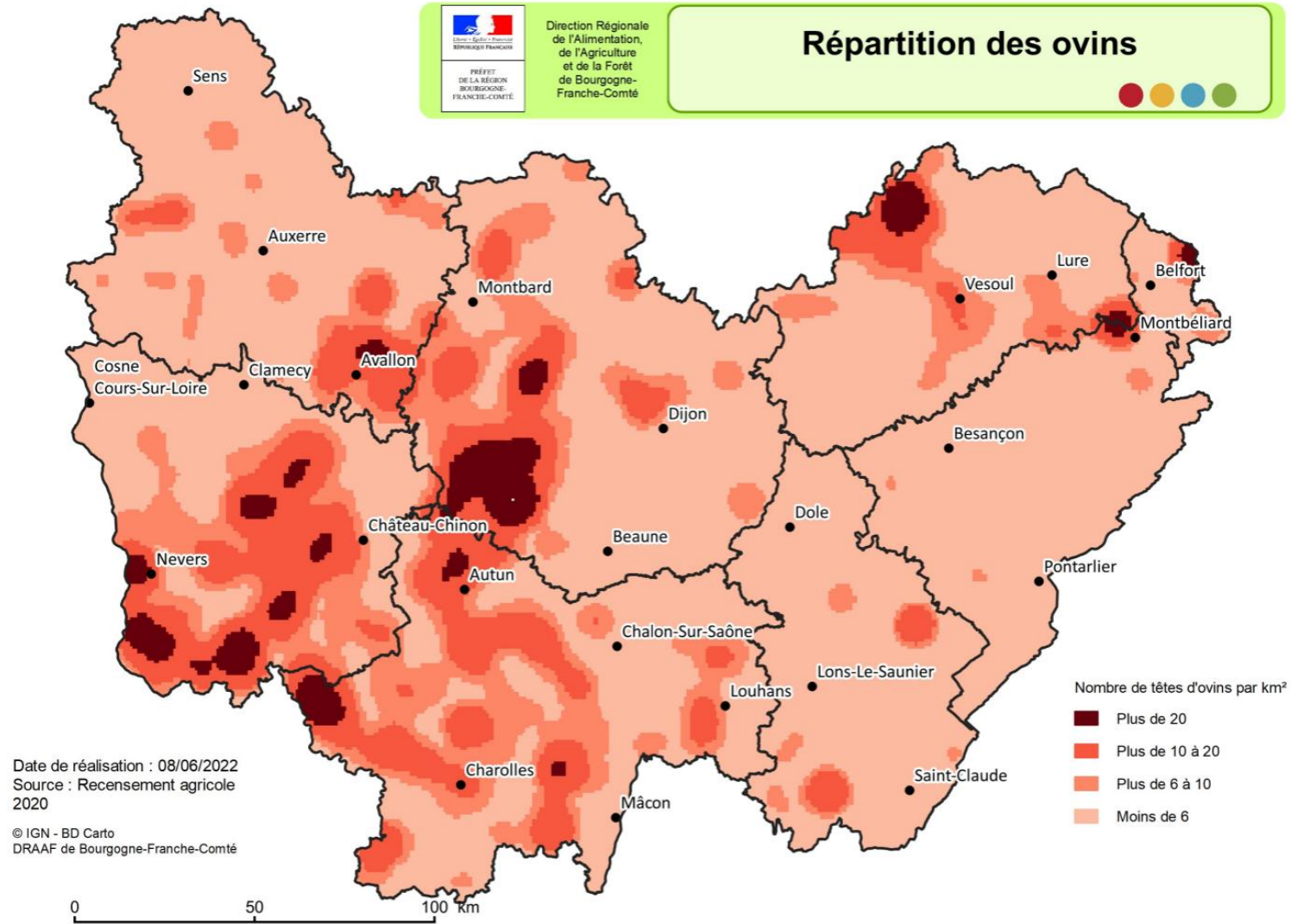
Effectifs de brebis en têtes



Cours de l'agneaux Zone Nord U 16-19 kg

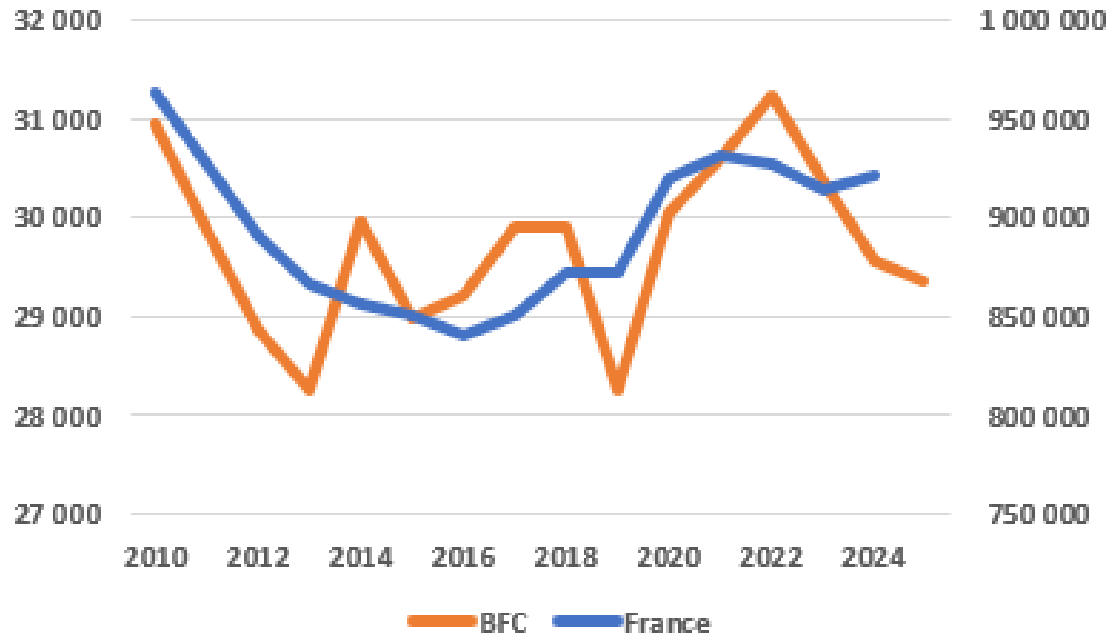


Localisation du cheptel ovin

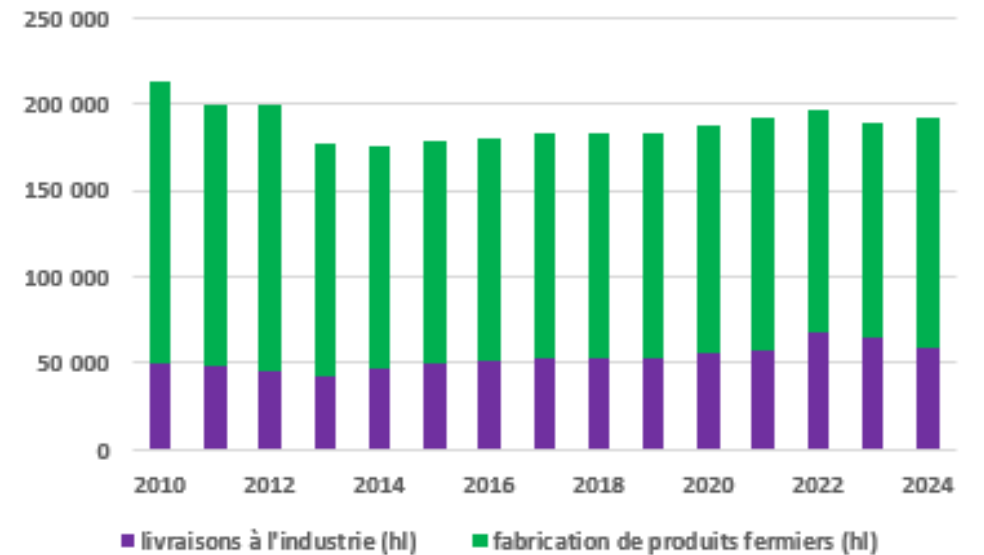


L'élevage caprin

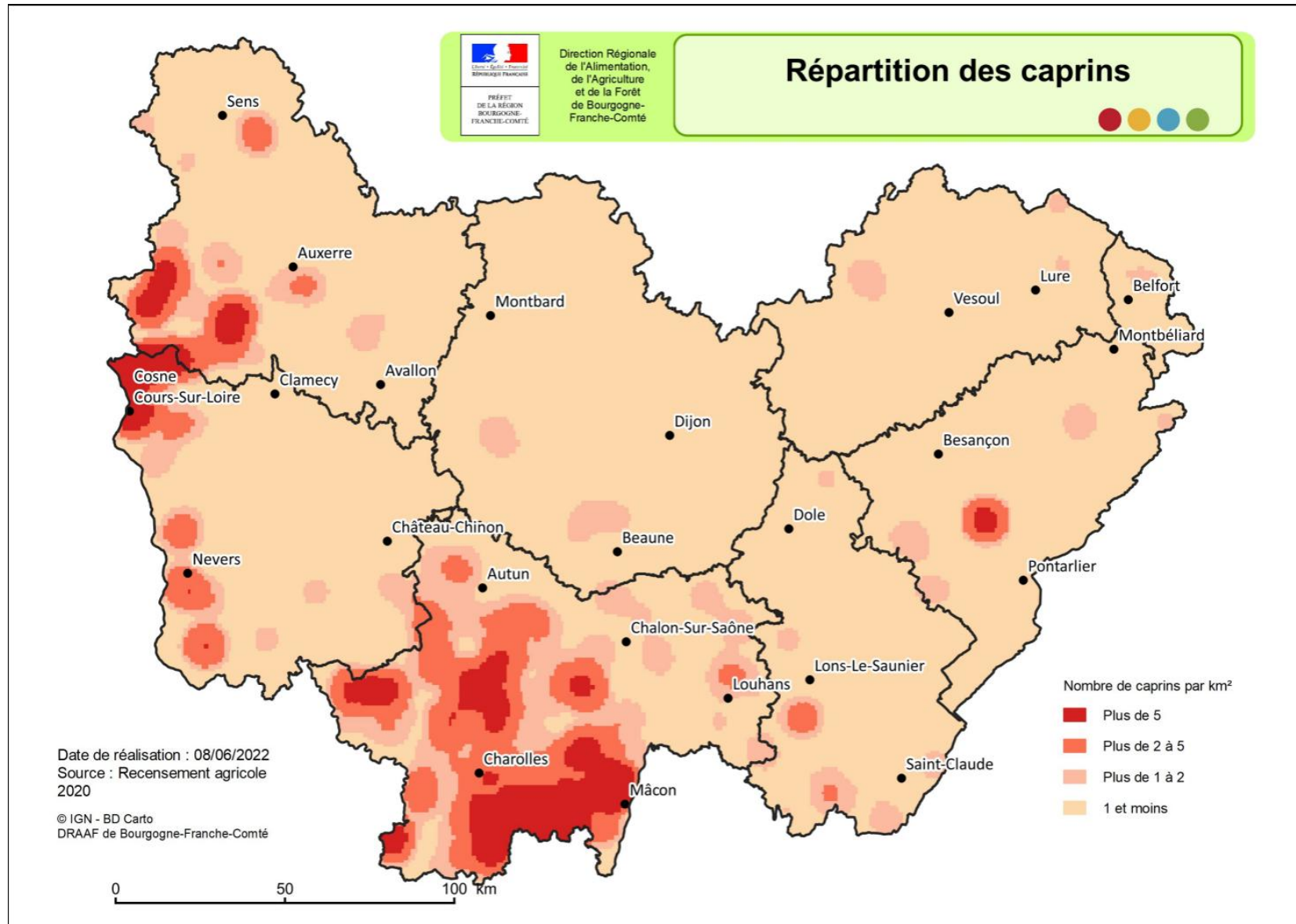
Effectifs de Chèvres en têtes



Livraisons de lait



Localisation du cheptel caprin

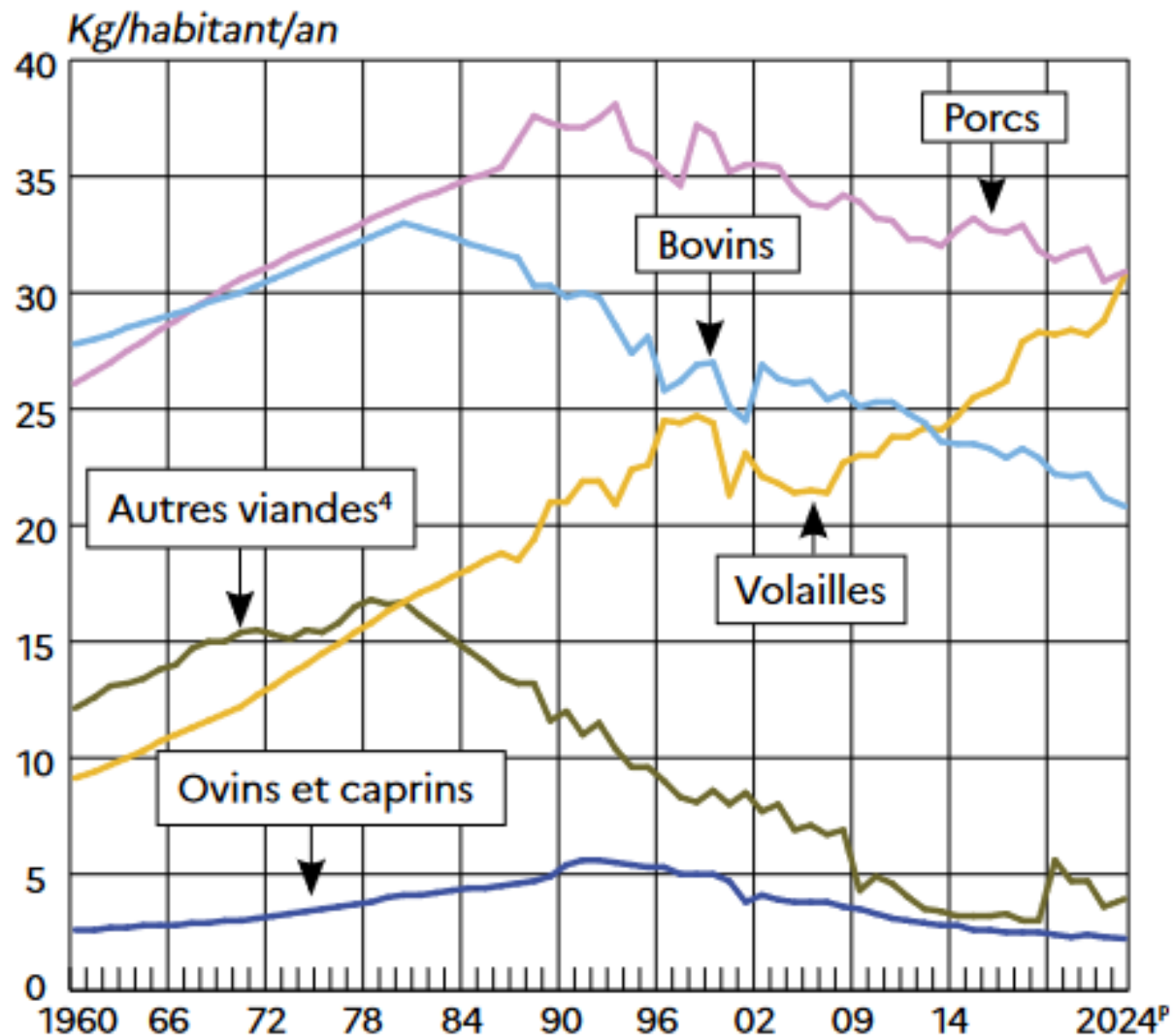


Consommation française de viande

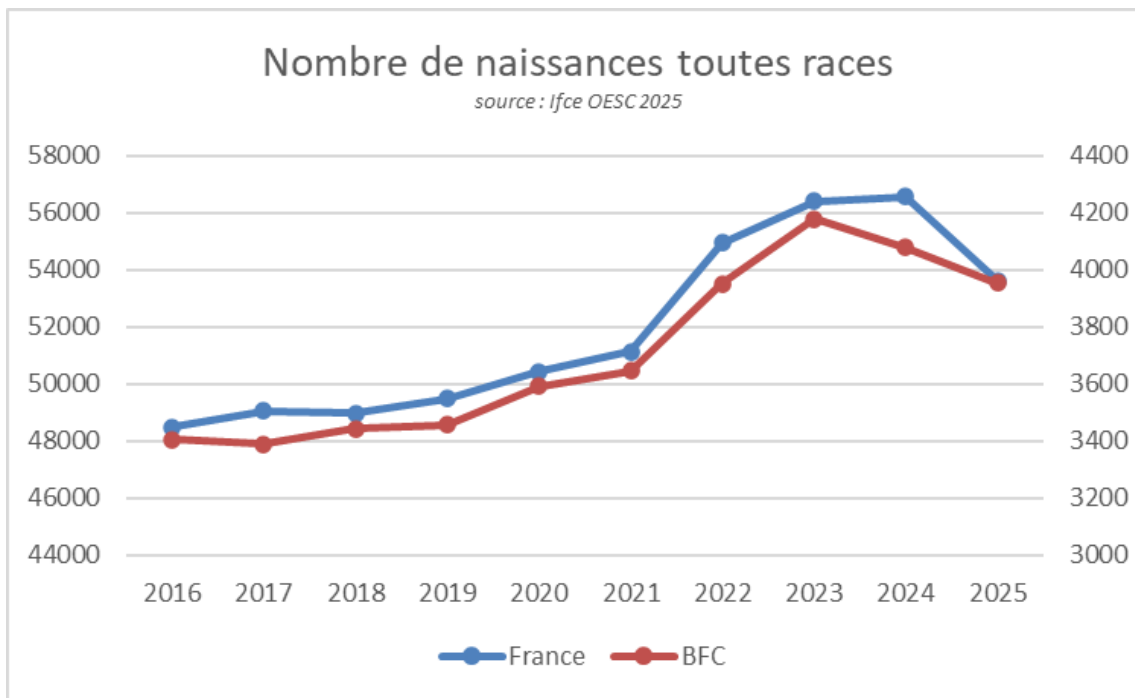
Depuis 2000:

- La consommation totale de viande par habitant suit une tendance baissière.
- Celle-ci est plus marquée pour les viandes bovines et porcines (-4,6kg)
- Seule la consommation de volaille progresse de 9,6 kg, portée essentiellement par celle du poulet.

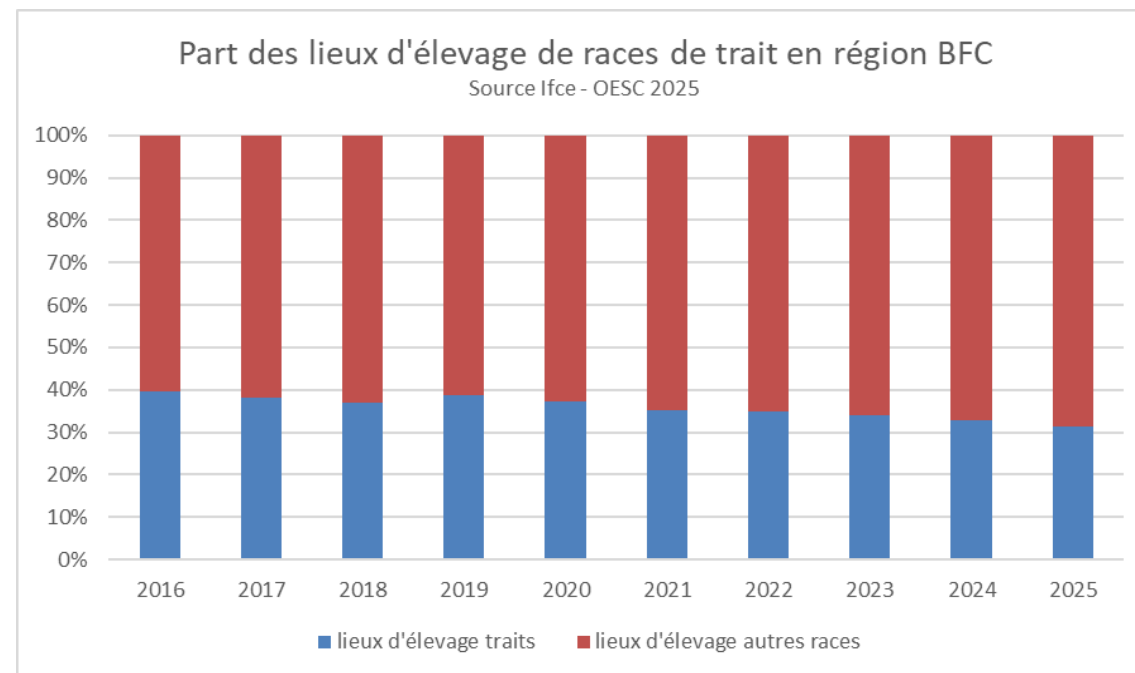
Source : Agreste- GraphAgri 2025



L'élevage équin



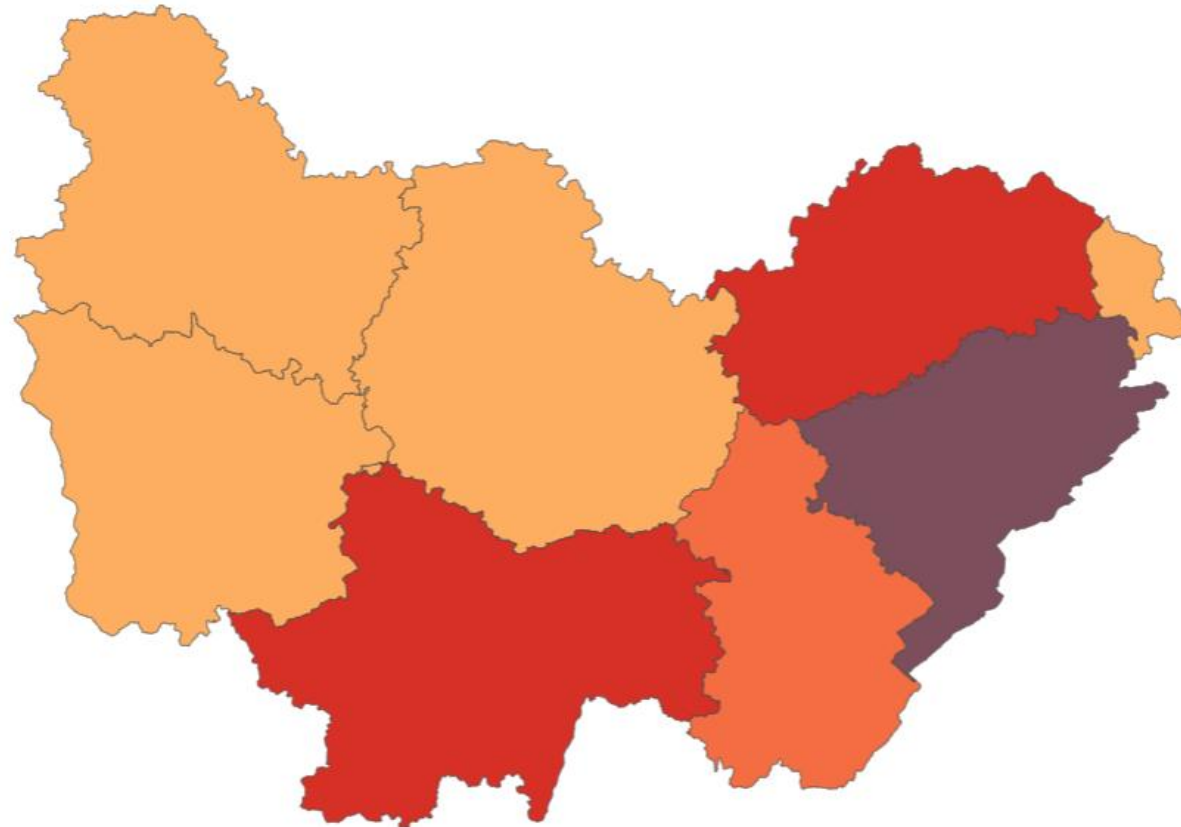
Source: Agreste – Statistique Agricole Annuelle



Localisation du cheptel équin - races de trait

Répartition du nombre d'immatriculations par département

Année : 2025 | Région : Bourgogne-Franche-Comte | Type d'équidé : Chevaux de trait



de 10 à 77 de 78 à 145 de 146 à 213 de 214 à 281 de 282 à 349 de 350 à 418
IFCE - SIRE

Objectifs de souveraineté et leviers d'action filière équine

- Relocaliser la production de viande chevaline et l'abattage des équidés sur le territoire
 - Garantir la transparence de l'origine de la viande
 - Encourager la production/l'élevage de chevaux destinés à la boucherie
 - Maintenir la possibilité d'abattre des équidés en France

Source : Interbev 2026

Les 4 projets sur lesquels il nous faut réfléchir et prioriser

1- Augmenter la valeur créée par la filière laitière

Objectif stratégique

Consolider la souveraineté laitière française en **recréant de la valeur** sur le territoire.

Atouts

Diversité des systèmes laitiers

Forte capacité d'innovation et de R&D

Autonomie alimentaire des élevages

Freins majeurs

Besoins élevés d'investissement (élevages et outils industriels)

Coût de la transition écologique

Leviers prioritaires

Renforcement d'EGAlim et meilleure valorisation de l'origine France

Soutien public ciblé aux investissements industriels et à la modernisation des élevages

Accélération de la recherche génétique et de l'innovation

2- Développer l'engraissement bovin sans réduire l'export de broutards

Objectif stratégique

Renforcer la production nationale de viande bovine et réduire la dépendance aux importations.

Atouts

Marché domestique et export porteurs

Création de valeur ajoutée sur le territoire

Freins majeurs

Réglementation environnementale et acceptabilité sociétale

Besoin de trésorerie important pour l'entrée en engraissement

Fragilité économique de certains outils d'abattage

Leviers prioritaires

Stabiliser le cheptel (préalable indispensable)

Dispositifs financiers dédiés (garanties, taux bonifiés, contrats long terme)

Simplification réglementaire pour les investissements d'élevage

3-Accompagner les petits ruminants par le conseil technique

Objectif stratégique

Relancer durablement la production ovine et sécuriser les filières brebis.

Atouts

Réseaux de conseil existants

Gains techniques compatibles avec les objectifs climatiques

Génétique performante et alimentation de qualité

Freins majeurs

Financement du conseil technique (40-50 M€ / an)

Leviers prioritaires

Mise en place d'un contrat de progrès avec soutien public pluriannuel

Diffusion des bonnes pratiques et accompagnement ciblé des élevages les moins performants

4- Assurer le renouvellement des générations en filière caprine

Objectif stratégique

Pérenniser la filière lait de chèvre en la rendant plus attractive économiquement.

Atouts

Potentiel de croissance via l'innovation (fromages ingrédients) et l'export

Filière reconnue pour la qualité de ses produits

Freins majeurs

Explosion des coûts de construction et de modernisation

Difficultés d'accès au financement bancaire

Faibles revenus d'une partie des éleveurs

Leviers prioritaires

Outils financiers adaptés pour l'installation et la modernisation

Soutien à l'investissement et à l'innovation dans les entreprises de transformation (France 2030)

- Renforcer la promotion de la viande
- Engraissement BV BL
- Installation transmission attractivité des territoires
- Prévention
- Promouvoir viandes = communication
- Abattoir à développer : logistique
- Ouverture paysage
- Evolution à l'export à stabiliser
- Contractualisation avec les céréaliers / contractualisation amont aval
- Engraissement filière laitière
- Développer export bovin / broutard
- Structurer engraissement
- Broutard à engraissement
- Petit centre d'engraissement
- Garder la valeur naissance engraissement sur les territoires
- Maintenir l'herbe /préservation environnement / captage
- Produire en BFC –transformer => réduire import
- ENR
- Augmenter les naissances
- Développer naissances / engraissement
- Valorisation du système polyculture élevage

- Faire naître des veaux
- Développement engraissement à faire perdurer, questions des vaches nourrices
- Troupeau laitier allaitant => trouver des sujets communs
- Semences sexées
- Engraisser un maximum d'animaux
- Réduire les exports => aval à relocaliser
- Avec quel système de production
- Pb du sanitaire à prendre en compte
- Stratégie de naissage et de vente
- Transformer sur les territoires
- Informer le consommateur => étiquetage
- Centre d'engraissement / synergie céréalier
- Polyculture élevage à promouvoir
- Expliquer l'engraissement au grand public => réflexion communication
- Acceptabilité / éducation à la matière

- Promotion et pérennité des viandes équine
- Synergie PA/PV – production végétale => valorisation animale / consommateur
- Echange fumier lisier

GT2

Présentation des contributions nationales

Viandes blanches

Diagnostic de la situation actuelle

- **Souveraineté alimentaire** : Globalement satisfaisante sauf pour le poulet de chair (importations > 50%).
- **Menaces** : Faible renouvellement des générations, faible rentabilité, critiques sur l'élevage.
- **Opportunités** : Consommation mondiale dynamique, faible empreinte carbone, filières innovantes.

Quelques chiffres clés du secteur

- **Volaille de chair** : Consommation de 31,6 kg/hab/an, 200 abattoirs. Principaux débouchés : GMS (41%), export (23%).
- **Œufs** : 239 œufs/hab/an, 3 000 élevages, 60% œufs coquilles, 40% ovoproduits.
- **Porc** : Consommation de 31,6 kg/hab/an, 8 100 élevages. 75% transformé en charcuterie.
- **Palmipède gras** : 175 g de foie gras/hab/an, 3 500 élevages, produits principaux : foie gras (50%), magrets (25%).
- **Lapin** : Consommation de 0,3 kg/hab/an, 600 élevages.

Actions prioritaires

Adapter la réglementation environnementale : Simplifier les contraintes pour moderniser les élevages.

Réduire la complexité des procédures : Accélérer les projets agricoles et industriels.

Valoriser l'origine française : Étiquetage clair pour encourager le patriotisme alimentaire.

Créer un cadre structurant : Mobiliser des fonds pour moderniser les élevages et accompagner les transitions.



Les 3 projets sur lesquels il nous faut réfléchir et prioriser

1- Produire plus pour répondre à la demande des marchés

Finalité : garantir la souveraineté alimentaire

Enjeu clé : adapter et moderniser les élevages et les outils industriels pour réduire les importations et répondre aux attentes des marchés et de la société.

Freins majeurs : lourdeurs administratives, délais d'autorisations, acceptabilité locale, perte de compétitivité.

Leviers prioritaires :

- simplification réglementaire,
- obtention des permis en ≤ 1 an,
- mobilisation des élus locaux.

2- Export : simplifier, sécuriser et conquérir

Finalité : faire de l'export un levier stratégique de souveraineté et de compétitivité

Atouts français : excellence sanitaire, traçabilité, image de qualité, leadership en génétique.

Contraintes : concurrence internationale agressive, barrières sanitaires, lourdeurs administratives.

Leviers prioritaires :

- diplomatie sanitaire renforcée,
- simplification et régionalisation des procédures export,
- coordination collective via une task-force export.

3- Communication pédagogique sur l'élevage et l'alimentation

Finalité : renforcer l'acceptabilité sociétale et la confiance des consommateurs

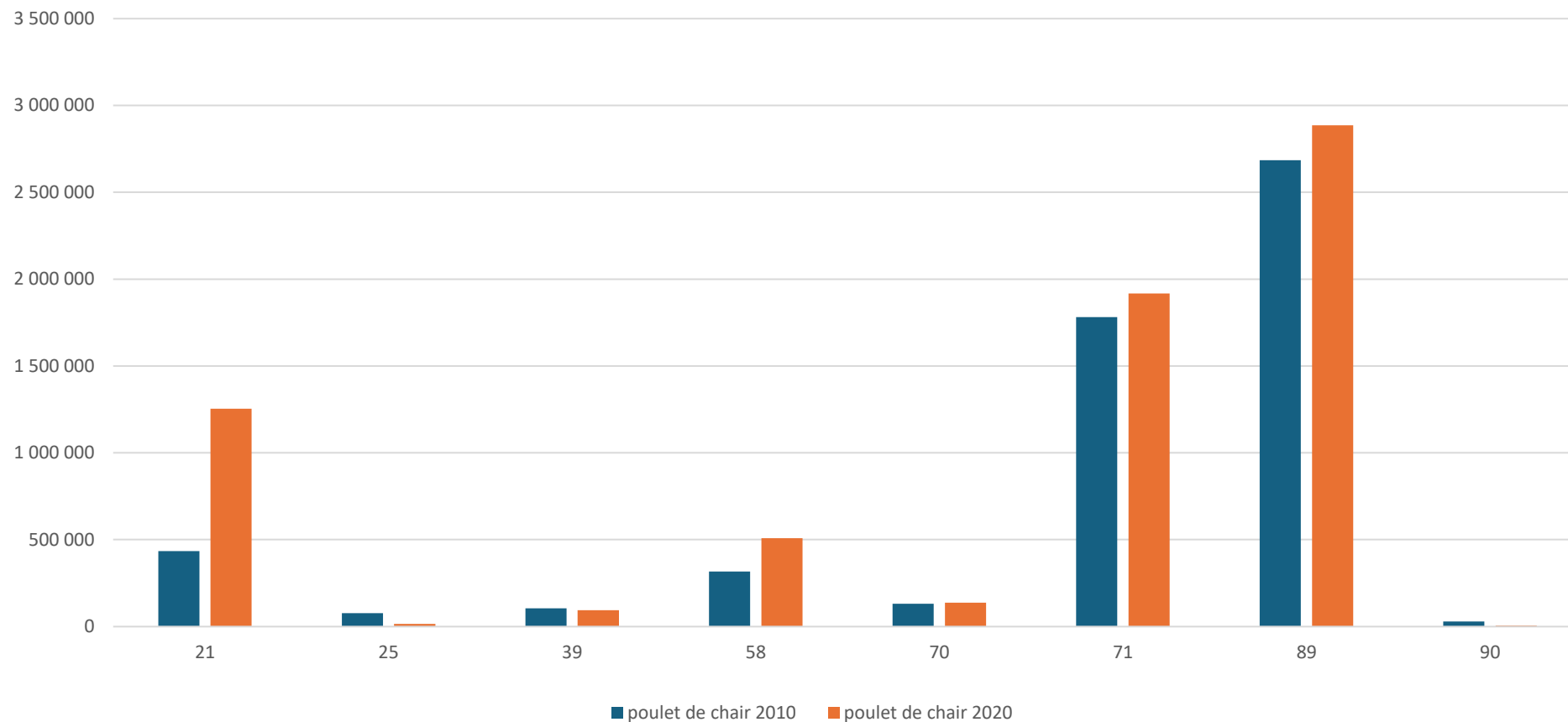
Atouts : modèles français encadrés, qualité nutritionnelle des produits, filières organisées.

Freins : discours médiatiques polarisés, faible visibilité des bénéfices réels, messages dispersés.

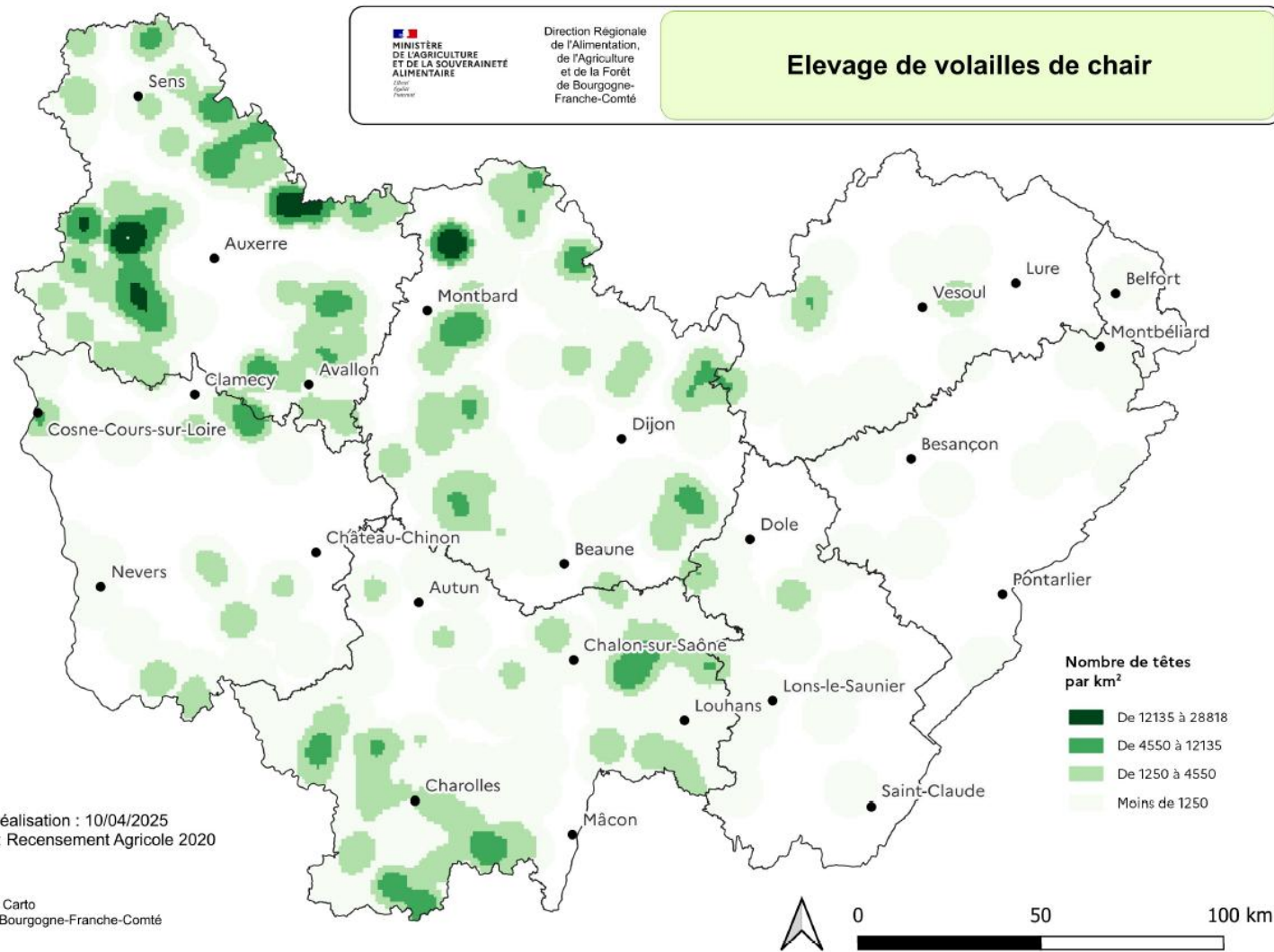
Leviers prioritaires :

- communication factuelle fondée sur la science,
- ouverture des élevages et entreprises,
- mobilisation des élus, enseignants, professionnels de santé.

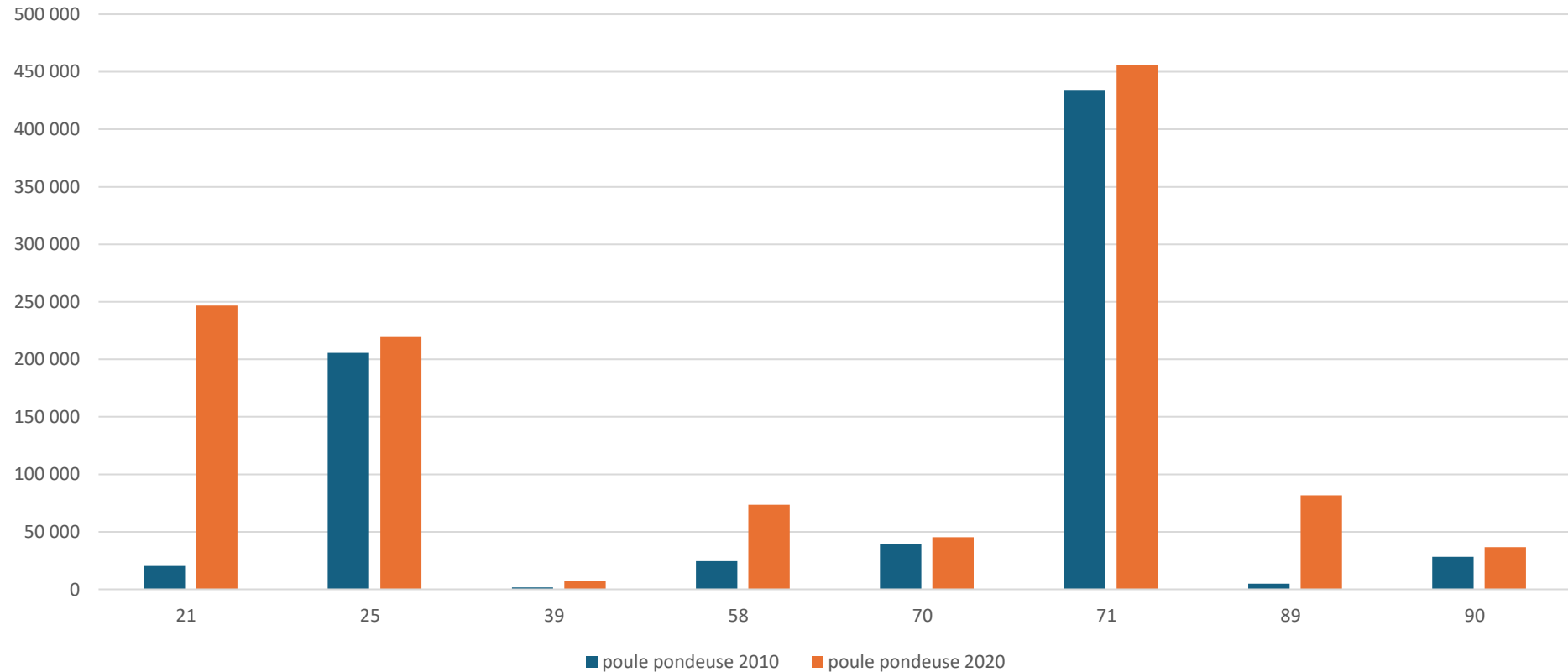
Evolution des cheptels de poulets de chair



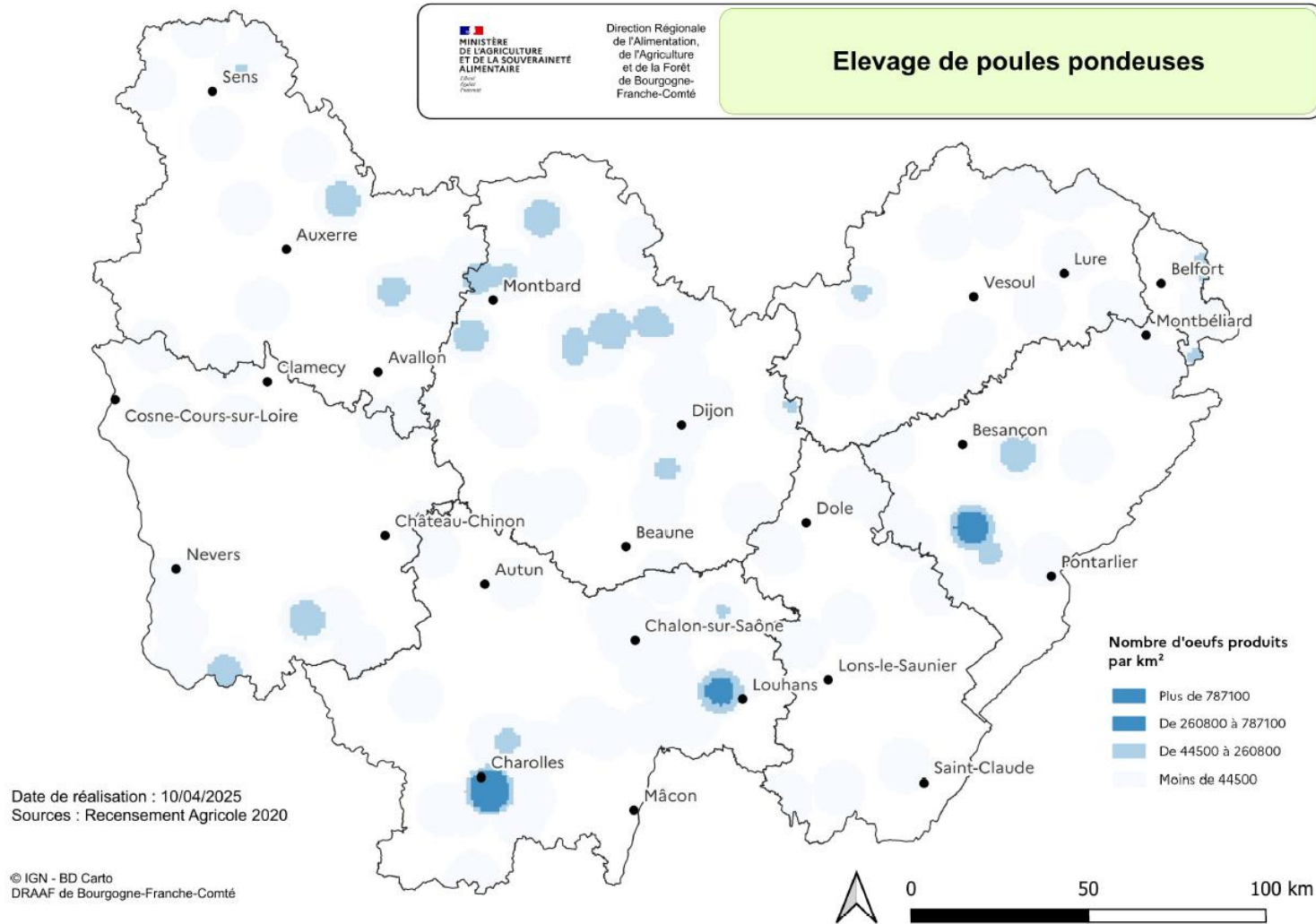
Localisation des élevages de volailles de chair



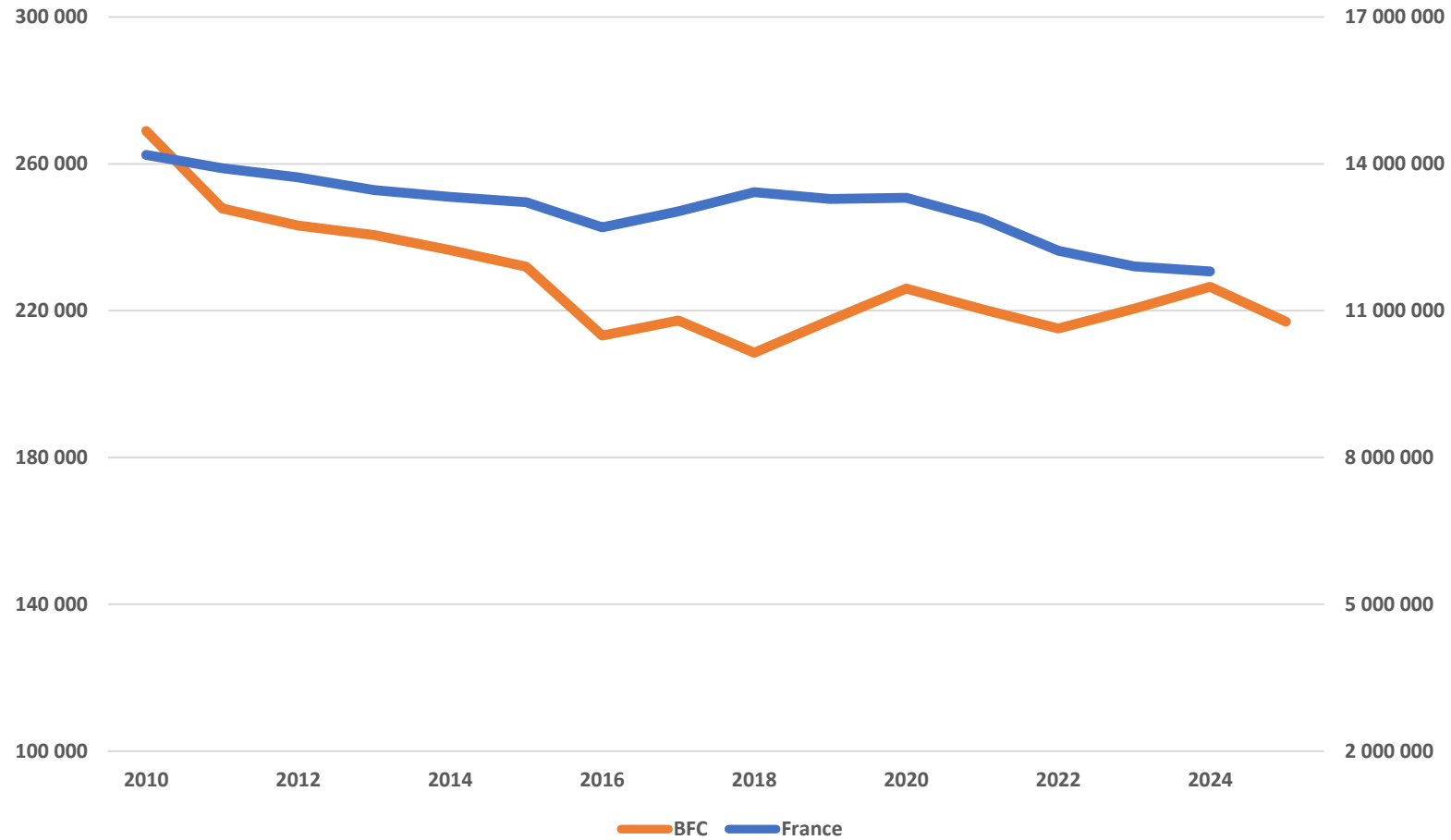
Evolution des cheptels de poules pondeuses



Localisation des élevages de poules pondeuses

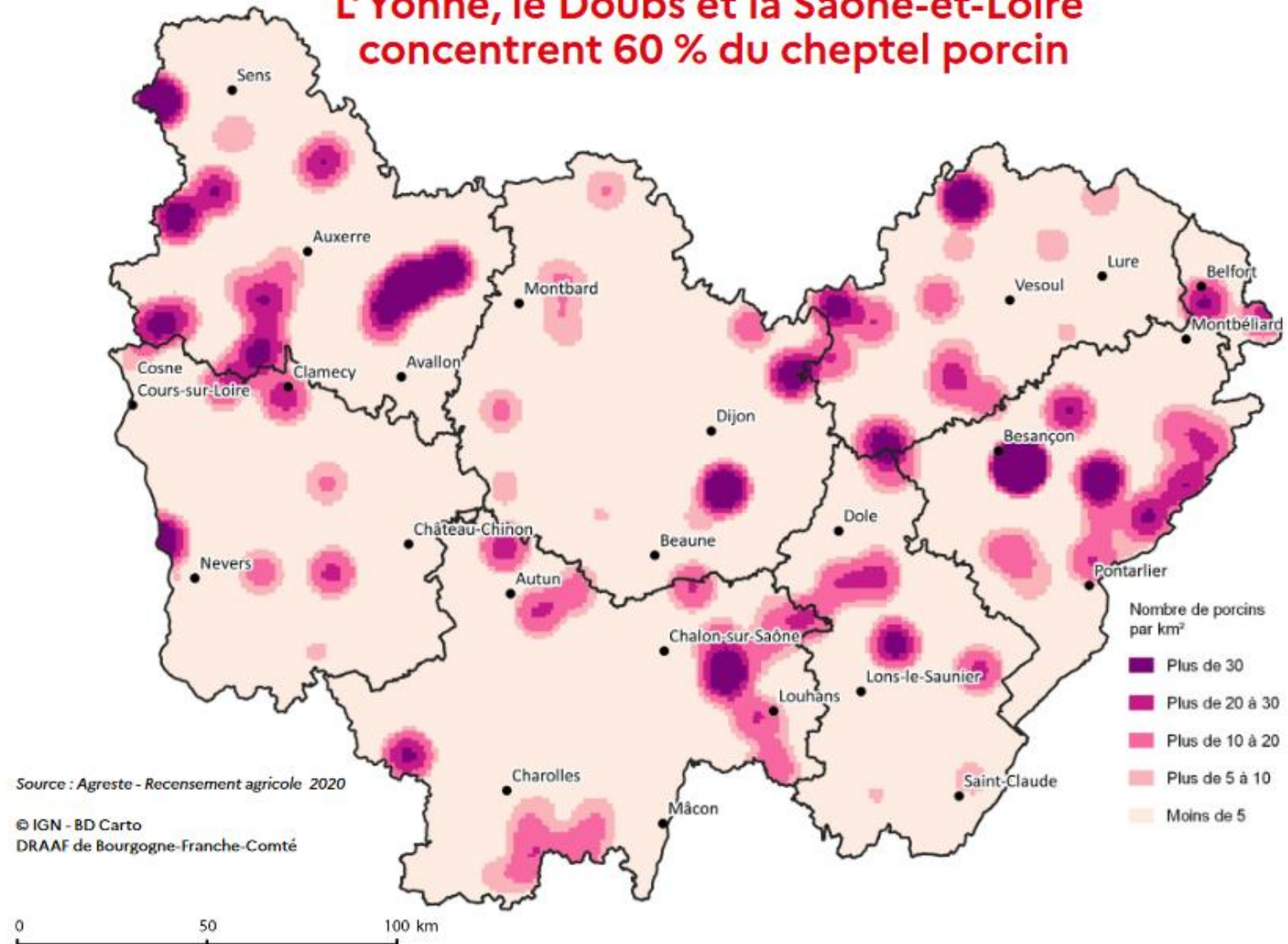


Evolution du cheptel porcin



Localisation du cheptel porcin

L'Yonne, le Doubs et la Saône-et-Loire concentrent 60 % du cheptel porcin

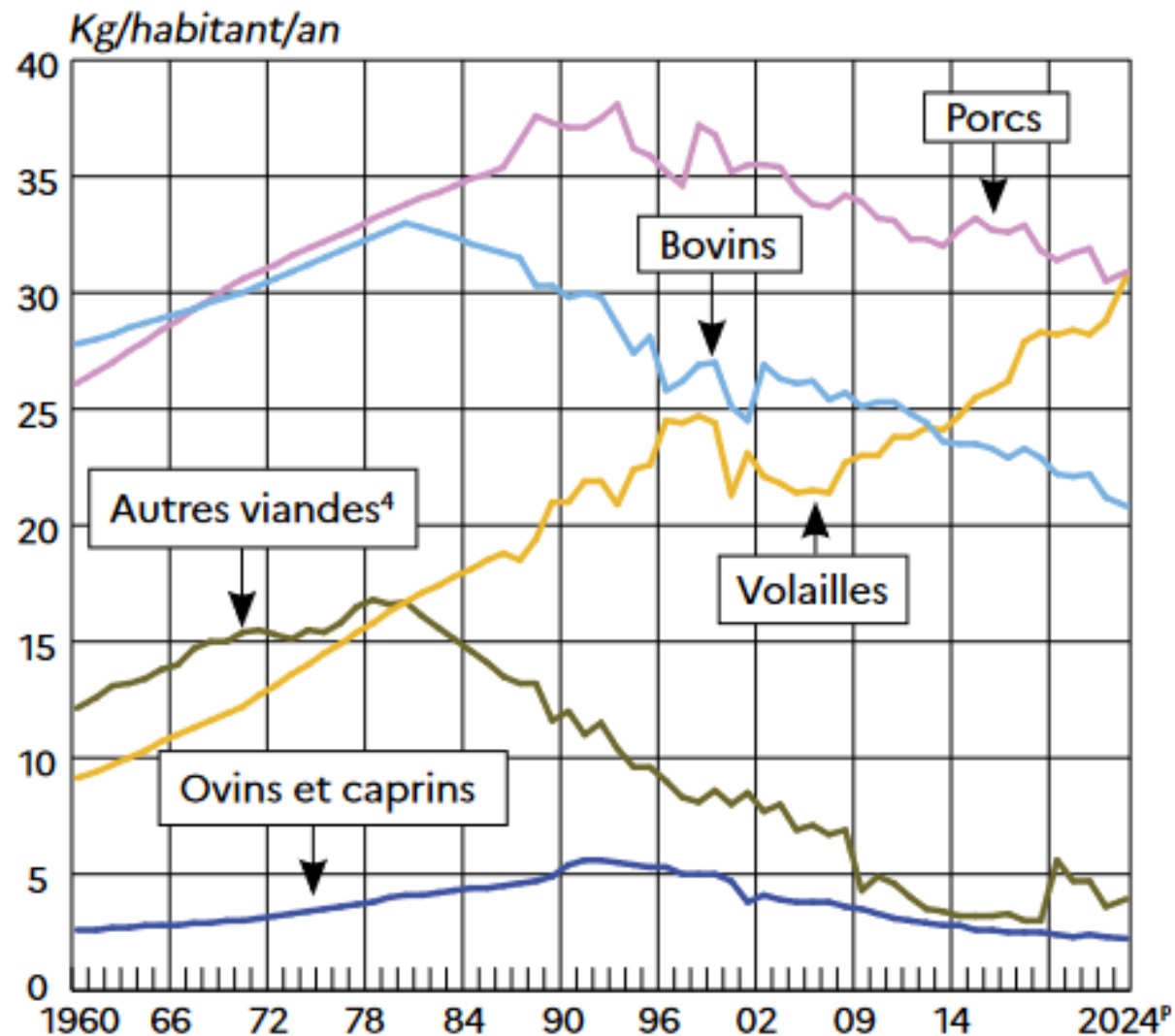


Consommation française de viande

Depuis 2000:

- La consommation totale de viande par habitant suit une tendance baissière.
- Celle-ci est plus marquée pour les viandes bovines et porcines (-4,6kg)
- Seule la consommation de volaille progresse de 9,6 kg, portée essentiellement par celle du poulet.

Source : Agreste- GraphAgri 2025



GT3

Présentation des contributions nationales

Grandes cultures

Contexte et chiffres clés

Les principales filières de transformation incluent:

- l'alimentation animale,
- le sucre,
- la meunerie,
- l'amidon,
- les huiles,
- le malt,
- l'éthanol,
- les semoules/pâtes.

Les cultures majeures sont:

le blé tendre, le maïs, l'orge, le blé dur, la betterave à sucre, le colza, le tournesol, et le soja.

En 2023/2024, environ 200 000 entreprises agricoles participent à ces productions.

Enjeux et défis

- **Compétitivité** : La France souffre d'un déficit de compétitivité intra-européen dû à une réglementation stricte, des coûts élevés (main-d'œuvre, énergie), et un retard dans l'innovation.
- **Opportunités** : Le climat, les sols fertiles, et la technicité des agriculteurs français permettent une production élevée. Le positionnement géographique et le label "Made in France" sont des atouts majeurs.
- **Changements climatiques** : Les impacts varient selon les cultures, avec des rendements potentiellement en hausse pour certaines (orge, pois, soja) et en baisse pour d'autres. L'innovation variétale est essentielle pour s'adapter.

45%

de la surface agricole française est consacrée aux grandes cultures

1^{er}

pays producteur de blé, maïs, colza, tournesol, lin oléagineux et sucre en Europe

200 000

agriculteurs entrepreneurs

70 Mt

transformées dans les usines françaises

Actions prioritaires

- **Réduction des coûts de production** : Diminuer les taxes, réduire la dépendance aux importations, et investir dans des énergies renouvelables.
- **Simplification réglementaire** : Aligner les normes françaises avec celles des concurrents européens.
- **Valorisation de l'origine France** : Promouvoir les normes sanitaires et environnementales françaises via l'étiquetage et la transparence.

Les 3 projets sur lesquels il nous faut réfléchir et prioriser

1- Développer la production nationale de farine en sachet

Intérêt stratégique

Renforcer la souveraineté alimentaire

Valoriser la production nationale de blé tendre

Atouts

Outils de transformation déjà existants sur le territoire

Freins identifiés

Outils industriels plus anciens et moins compétitifs que ceux de nos concurrents

Coût élevé de l'électricité

Leviers d'action

Investissements dans la modernisation des moulins

Amélioration de la compétitivité énergétique

2- Structurer une filière « pâtes françaises » 100 % blé dur français

Intérêt stratégique

Création de valeur sur le territoire

Cohérence production–transformation–consommation

Atouts

Volonté partagée de l'amont et de l'aval

Matière première disponible en France

Freins identifiés

Complexité réglementaire, notamment environnementale

Besoin de mobilisation de la distribution

Leviers d'action

Simplifier les règles pour les investissements industriels

Soutenir la sélection variétale

Mise en avant commerciale des pâtes 100 % françaises (blé + fabrication)

3-Accroître la production et la transformation de protéines végétales françaises

Intérêt stratégique

Résilience face aux risques géopolitiques et climatiques

Renforcement des filières locales

Atouts

Diversification des assolements

Réduction de la dépendance à quelques grands pays exportateurs

Freins identifiés

Moindre compétitivité prix des protéines françaises face aux importées

Leviers d'action

Contractualisation amont–aval

Valorisation de l'origine France dans l'alimentation humaine et animale





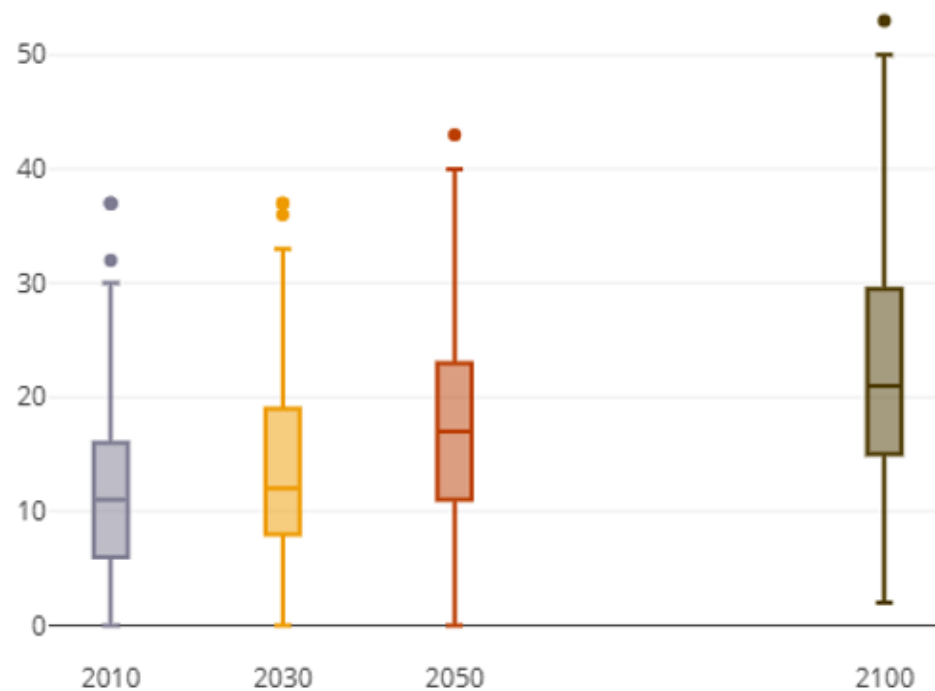
Blé – Risque d'échaudage précoce (nbr de jours)

Dénombrement des jours durant lesquels la température maximale est au dessus de 25°C entre le 1/04 et le 30/0 à Dijon



médiane = 1 année sur 2

Cér - Risque d'échaudage précoce (nb de jours)



Source : [Climadiag agriculture](#)

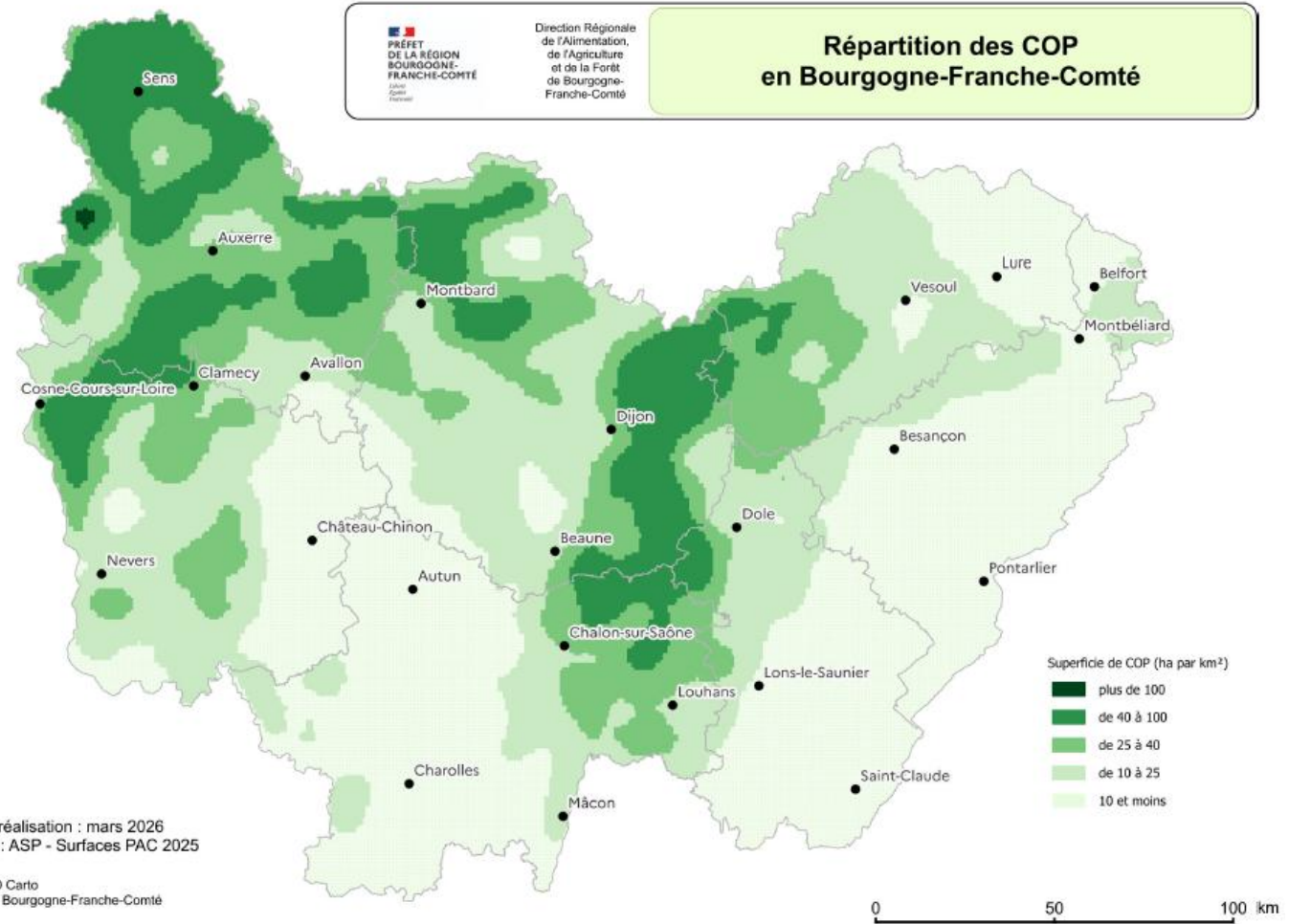
Les exploitations en Grandes cultures

Au Recensement de l'Agriculture 2020

- 23 600 exploitations agricoles en BFC
- dont 5 600 OTEX en grandes cultures
- dont 2 260 OTEX en polyculture-élevage

Entre 2019 et 2024 (source MSA)

- Le nombre de chefs d'exploitations
- spécialisés en GC baisse de 2 % par an
- spécialisés en PC-PE est stable



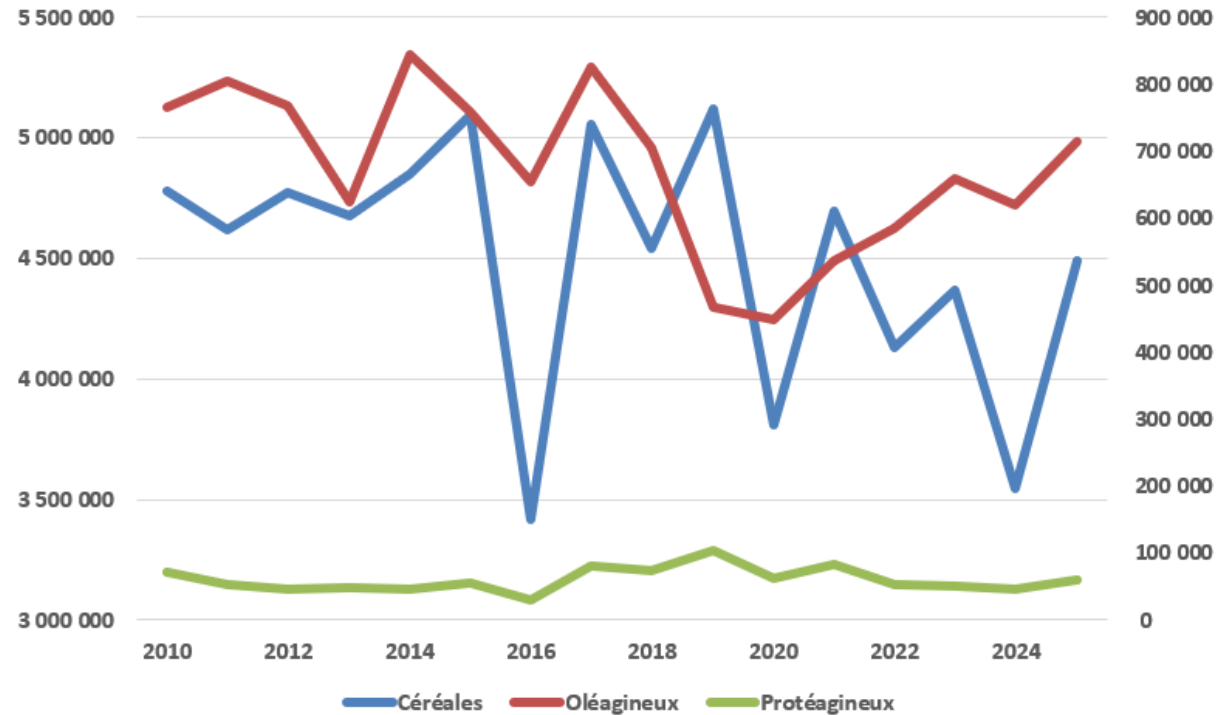
La production de céréales, oléagineux et protéagineux



Céréales
Surfaces
- 7 % en 15 ans

Rendements
(2020-25 / 2010-19)
- 7 % (4,4 q/ha)

Céréales
en tonnes



Oléagineux et
Protéagineux en
tonnes



Oléagineux
Surfaces
- 4 % en 15 ans
Rendements
- 8 % (2 q/ha)



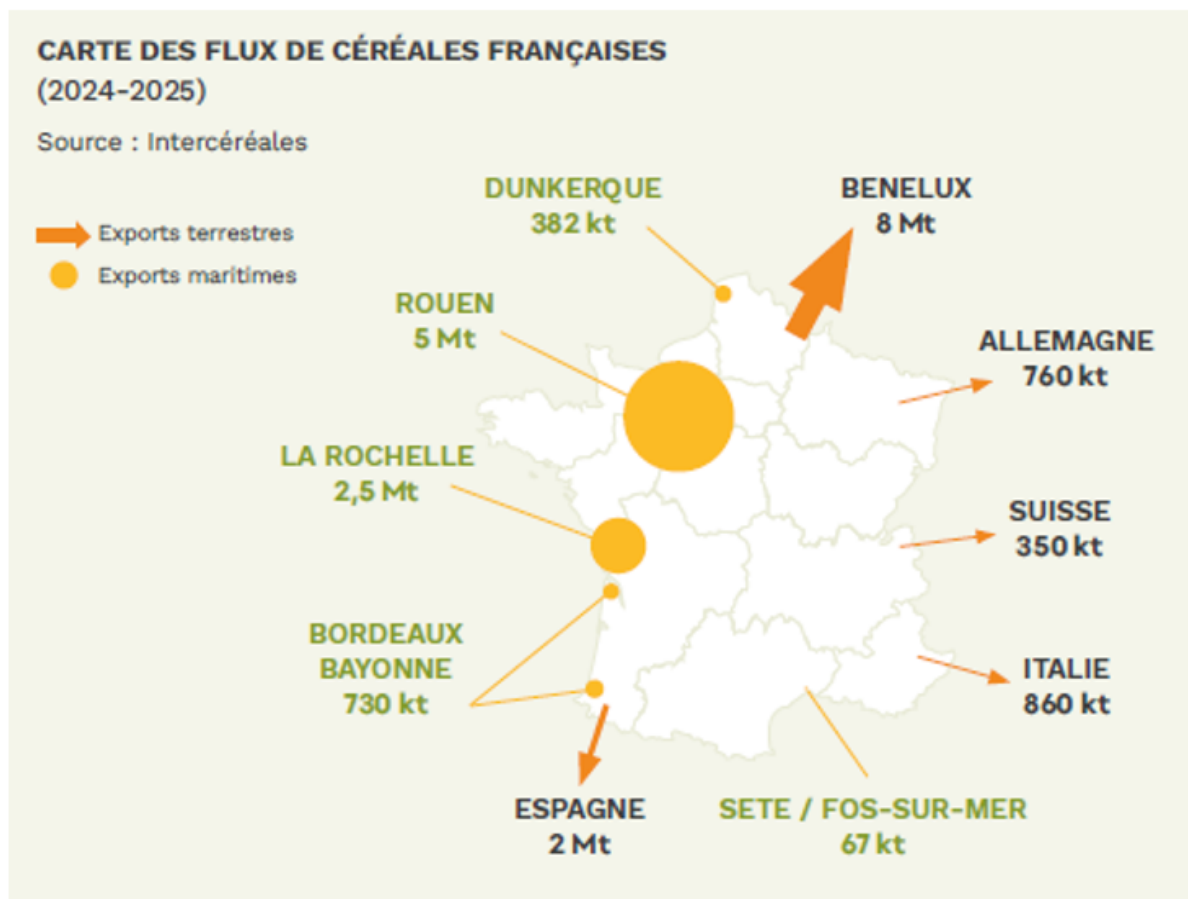
Protéagineux
Surfaces
+ 34 % en 15 ans
Rendements
- 35 % (10 q/ha)

Source : Agreste, Statistique Agricole Annuelle

Zone de graphique

Bilan des céréales françaises et exportations

Blé tendre 1 000 tonnes	Moyenne 5 ans
Production	31 800
Disponible	32 120
Utilisation France	14 300
Panification	2 780
Biscuiterie	1 160
Amidonnerie	2 420
Alcool - Biocarburants	1 600
FAB	4 540
Autres	450
Exportation de grains	14 850
Pays tiers	6 740
UE	8 000
Exportation de farine	300
Total utilisé	29 460
Stock final	2 660



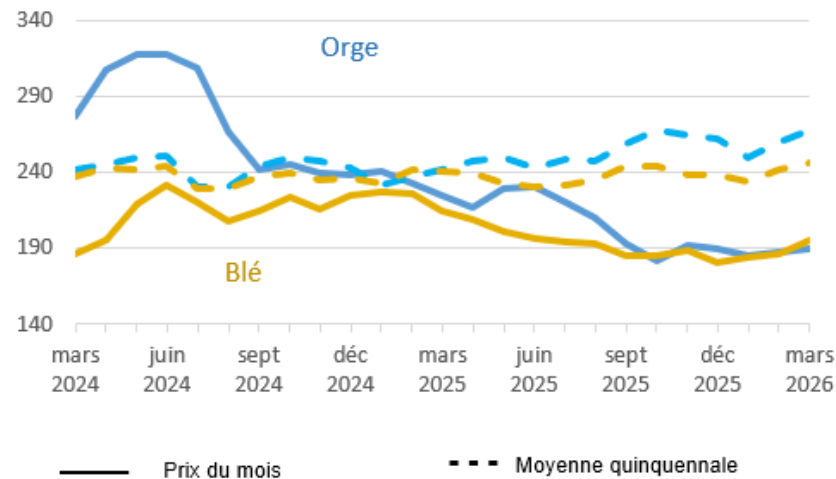
Sources : FranceAgriMer
Intercéréales

Chaque année de l'ordre de 50 % des céréales françaises sont exportées

2024-2025, mauvaise année pour l'export : petite récolte et difficulté avec l'Algérie

Le prix de marché du blé, de l'orge et du colza

Cotations du Blé (fob Rouen) et de l'Orge (fob Creil)

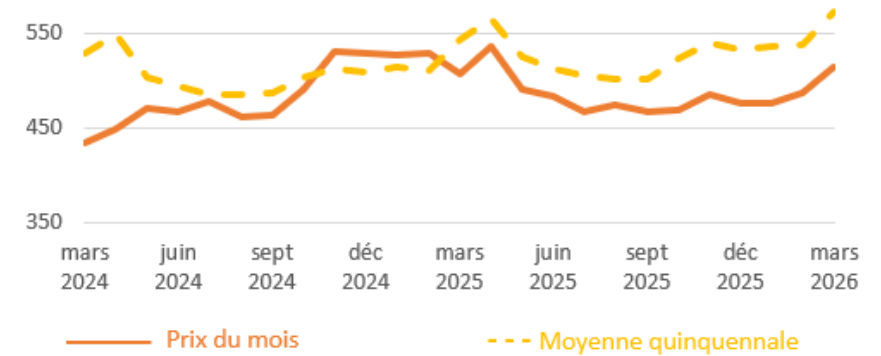


En mars, le blé cote 195 €/t, soit 50 €/t de moins que la moyenne

Source : Agreste, Dijon-Céréales

En mars, le colza cote 515 €/t, soit 57 €/t de moins que la moyenne

Cotations du Colza (FOB Moselle)



Source : Agreste, Dijon-Céréales

GT4

Présentation des contributions nationales

**fruits – légumes
& productions spécialisées**

27 000
exploitations
légumières

19 500
exploitations
fruitières

3^e
producteur
européen en
volume de légumes
frais

2^e
producteur
européen de
pommes de terre
de consommation
avec **6,9 Mt/an**

Contexte et chiffres clés

- **Filière fruits et légumes frais :**
 - 75 000 entreprises, 350 000 emplois équivalents temps plein (ETP).
 - Production française : 5,7 millions de tonnes (Mt), avec un TAA moyen de 54,3 % (2021-2023).
 - Principaux produits : pommes (65 %), tomates, oignons, carottes.
- **Filière fruits et légumes transformés :**
 - 230 unités de transformation, chiffre d'affaires de 5,5 milliards d'euros.
 - Balance commerciale déficitaire (-1,56 milliard d'euros en 2024).
- **Filière pommes de terre :**
 - 8,6 Mt produites, avec une autosuffisance de 124 %.
 - Débouchés : frais, transformés (chips, purée), export.

Fruits & légumes

Enjeux et opportunités

- **Enjeux principaux :**
 - Restaurer la compétitivité des filières.
 - Simplifier les démarches administratives et harmoniser les réglementations européennes.
 - Protéger les cultures contre les aléas climatiques et les ravageurs.
- **Opportunités :**
 - Intérêt nutritionnel et diversité des produits.
 - Faible impact environnemental des fruits et légumes.



Contexte et chiffres clés

Les filières de productions végétales spécialisées en France incluent :

l'horticulture, les plantes à parfum, aromatiques et médicinales (PPAM), le houblon, le lin, l'olive et les produits de la ruche.

Ces filières se distinguent par :

- Une forte diversité de débouchés : cosmétiques, alimentation, pharmacie, etc.
- Une production biologique significative pour exemple 39% pour le houblon.
- Des contrastes en termes d'autosuffisance :
 - excédent pour le lin : 60% de la production mondiale
 - mais déficits pour les fleurs coupées : 15% de la consommation française,
 - le houblon (25%),
 - le miel (49%)
 - l'huile d'olive (5%).

Productions spécialisées

LES CHIFFRES CLÉS

2740

horticulteurs

1,8

milliards d'euros de
chiffre d'affaire

68 000

exploitations de
plantes à parfum,
aromatiques et
médicinales

Menaces identifiées

- Vulnérabilité aux aléas climatiques, maladies et ravageurs.
- Surréglementation nationale et concurrence internationale déloyale.
- Manque d'investissements dans les infrastructures et équipements adaptés.
- Risques de substitution par des produits synthétiques ou importés pour exemple huiles essentielles, miel.

Opportunités

- Développement de nouveaux débouchés des exemples : biomolécules des PPAM pour usage vétérinaire, produits de la ruche pour la cosmétique.
- Synergies entre filières: lin et chanvre textile, apiculture et pollinisation.
- Structuration et contractualisation des filières pour renforcer leur compétitivité.



Fruits & légumes

Actions prioritaires

- **Protection des cultures** : Modernisation des abris, harmonisation des réglementations, et soutien financier.
- **Sécurisation de l'approvisionnement en eau** : Innovations pour économiser l'eau et gestion locale des priorités.
- **Recherche et développement** : Sélection variétale, biocontrôle, et adaptation au changement climatique.

Productions spécialisées

Actions prioritaires

- **Protection des cultures** : Accélérer l'autorisation des produits de bio-contrôle.
- **Recherche et innovation** : Adapter la production au changement climatique.
- **Investissements** : Moderniser les infrastructures et équipements.
- **Valorisation des labels** : Promouvoir l'origine France et les externalités positives.
- **Gestion de l'eau** : Développer des pratiques économes et des innovations pour la réutilisation de l'eau.
- **Observatoires de filière** : Collecter des données pour des analyses économiques précises.

Les 3 projets sur lesquels il nous faut réfléchir et prioriser

Fruits & légumes

1-Promouvoir la consommation de fruits et légumes

Finalité : santé publique et souveraineté alimentaire

Atout clé

Produits reconnus pour leurs effets positifs sur la santé, soutenus par les recommandations nutritionnelles.

Freins identifiés

- Manque d'information, notamment chez les jeunes
- Outils existants peu adaptés (Nutri-Score pour les F&L frais)
- Contraintes des marchés publics

Leviers d'action

- Actions de promotion et d'éducation alimentaire
- Mobilisation des achats publics et des programmes scolaires

2-Sécuriser la production de légumes transformés et moderniser l'outil industriel

Finalité : garantir l'approvisionnement et renforcer la compétitivité

Atouts clés

- Filières structurées (OP, contractualisation)
- Produits pratiques, accessibles et favorables à la santé
- Fort potentiel de relocalisation

Freins identifiés

- Sous-investissement industriel chronique
- Coûts énergétiques élevés
- Capacités de transformation insuffisantes

Leviers d'action

- Soutien à la modernisation et à la décarbonation des outils
- Faciliter l'implantation de nouveaux sites industriels
- Valorisation de l'origine France

3-Pomme de terre : moderniser le stockage et développer les capacités industrielles

Finalité : répondre à la demande intérieure et soutenir l'export

Atouts clés

- Forte dynamique du marché du transformé
- Logo « Pomme de terre de France » commun frais et transformé

Freins identifiés

- Capacités industrielles limitées
- Délais et lourdeurs réglementaires pour les nouvelles installations

Leviers d'action

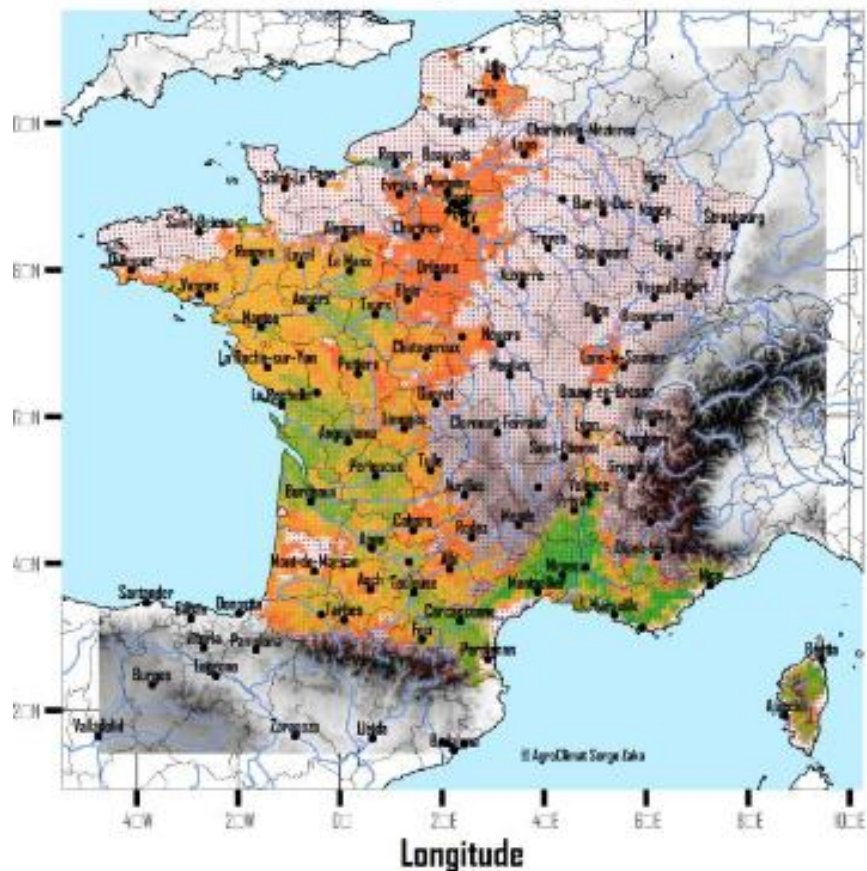
- Implantation de nouvelles usines de transformation
- Modernisation des bâtiments de stockage post-récolte



Modification des aires de répartition : exemple de l'abricot

Biogéographie (% de succès)

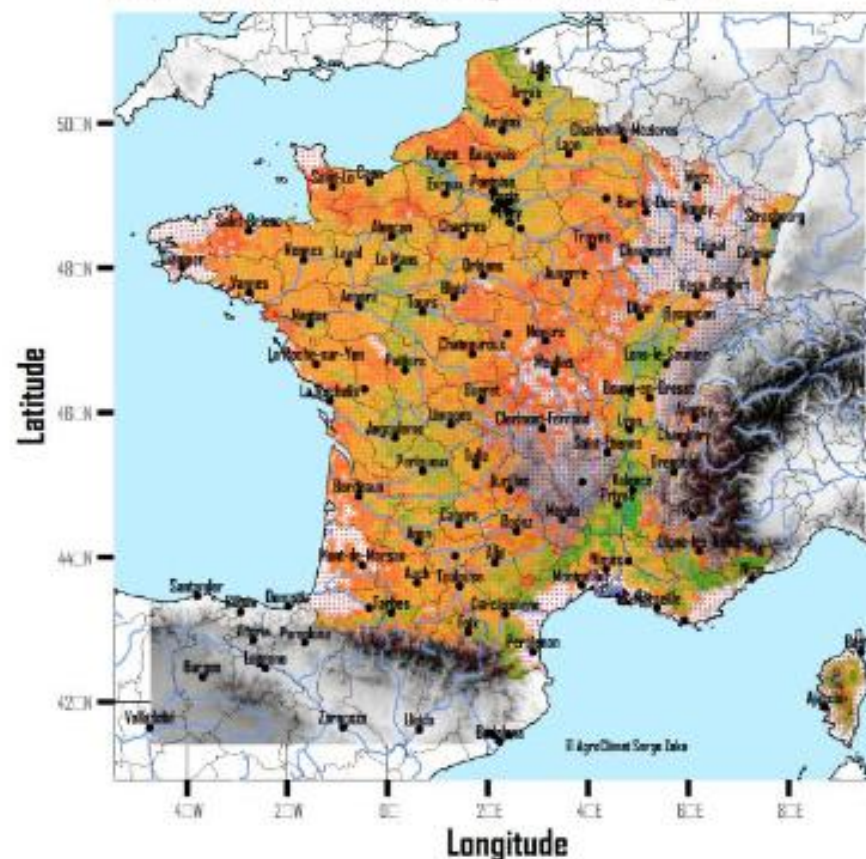
2000-2020 - RCP8.5 - Abricot - Bergeron - Sans irrigation



Graphique © AgroClimat Serge Lalo | MULTIMODE REPROCES - CCMs - RCMs - RCMs - ALM | * Niveau de confiance : fort

Biogéographie (% de succès)

2040-2060 - RCP8.5 - Abricot - Bergeron - Sans irrigation



Graphique © AgroClimat Serge Lalo | MULTIMODE REPROCES - CCMs - RCMs - RCMs - ALM | * Niveau de confiance : fort

Les 4 projets sur lesquels il nous faut réfléchir et prioriser

Productions spécialisées

1- Augmenter la production française de houblon

Objectif stratégique : Doubler les surfaces en 10 ans afin de répondre à la demande croissante (bières artisanales, diversification des usages).

Atouts clés

- Forte appétence des consommateurs pour le local
- Nouveaux débouchés (bières sans alcool, alimentation, cosmétique)

Freins identifiés

- Réglementation non harmonisée avec les pays concurrents (ex. Allemagne)
- Impasses techniques sur la protection des cultures

Levier principal

- Création d'un opérateur d'augmentation des surfaces pour accompagner investissements, innovation et commercialisation

2- Relancer l'arbre, la fleur de saison française et relocaliser les jeunes plants

Objectif stratégique : Renforcer la production nationale = 1 fleur française sur 5 dans la consommation + hausse de la production d'arbres et de jeunes plants

Atouts clés

- Forte demande pour la renaturation des villes et des paysages
- Sensibilité croissante des consommateurs à l'origine France
- Filière jeunes plants déjà compétitive à l'export

Freins identifiés

- Coûts élevés de transport des végétaux
- Forte dépendance à l'eau en période de crise climatique

Levier principal

- Création d'un opérateur structurant pour accompagner investissements et distribution

3- Augmenter la production de plantes aromatiques et médicinales (PPAM)

Objectif stratégique : +10 000 ha de surfaces pour sécuriser l'approvisionnement des filières alimentaires, cosmétiques et pharmaceutiques.

Atouts clés

- Demande en croissance
- Présence d'outils industriels en France (ex. pavot pharmaceutique)

Freins identifiés

- Contraintes réglementaires sur les contaminants environnementaux
- Risques d'impasses techniques

Levier principal

- Création d'opérateurs d'augmentation des surfaces pour structurer production et transformation

4- Poursuivre la croissance de la production et de la 1ère transformation du lin

Objectif stratégique: Maintenir le leadership mondial du lin français (+105 % entre 2025 et 2035).

Atouts clés

- 1er producteur mondial de la production à la première transformation
- Intérêt agronomique dans les rotations
- Labels de qualité et démarche RSE reconnue

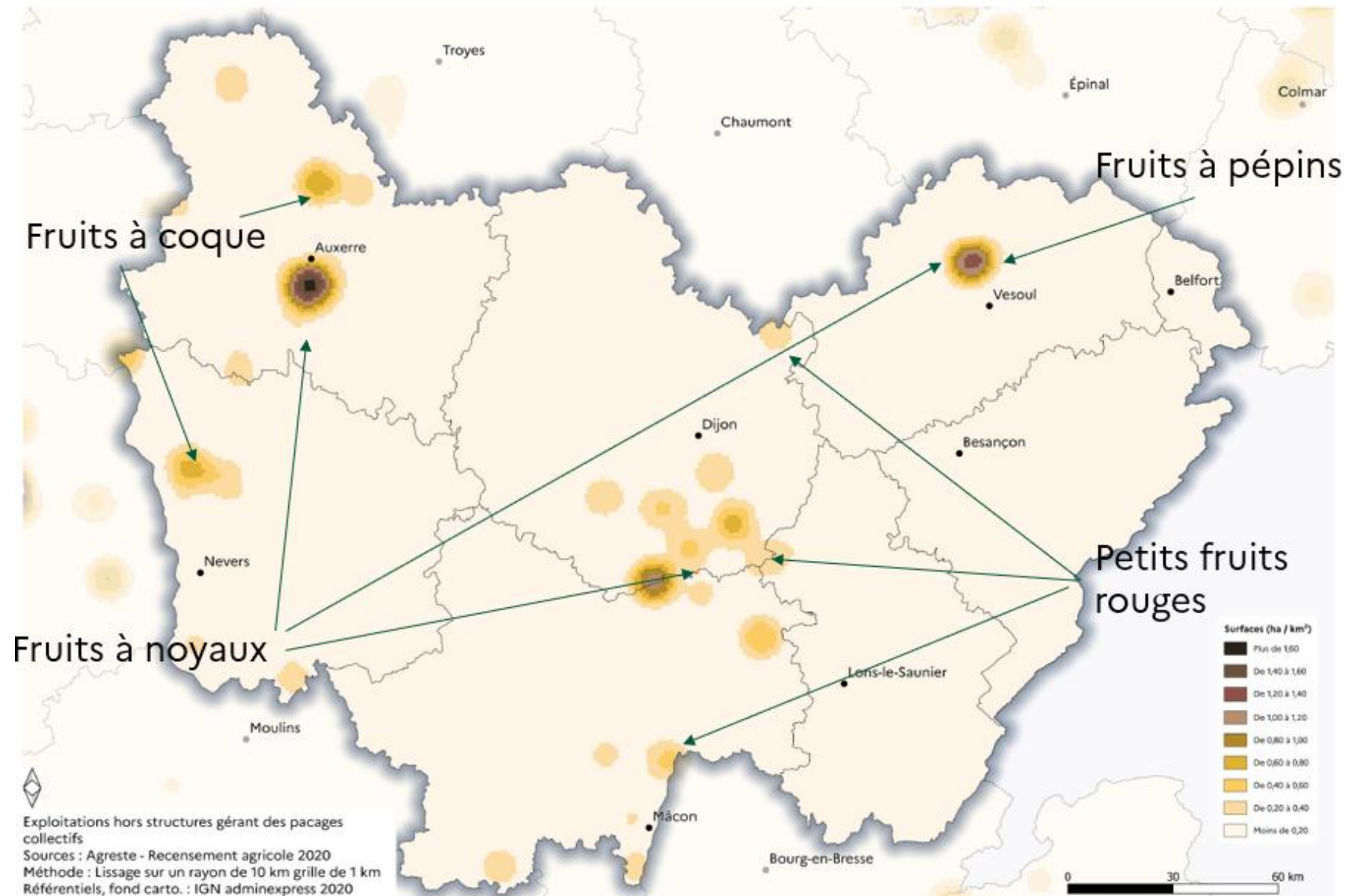
Freins identifiés

- Dépendance au tissage asiatique
- Faible part du fil de lin dans le marché mondial du textile

Levier principal

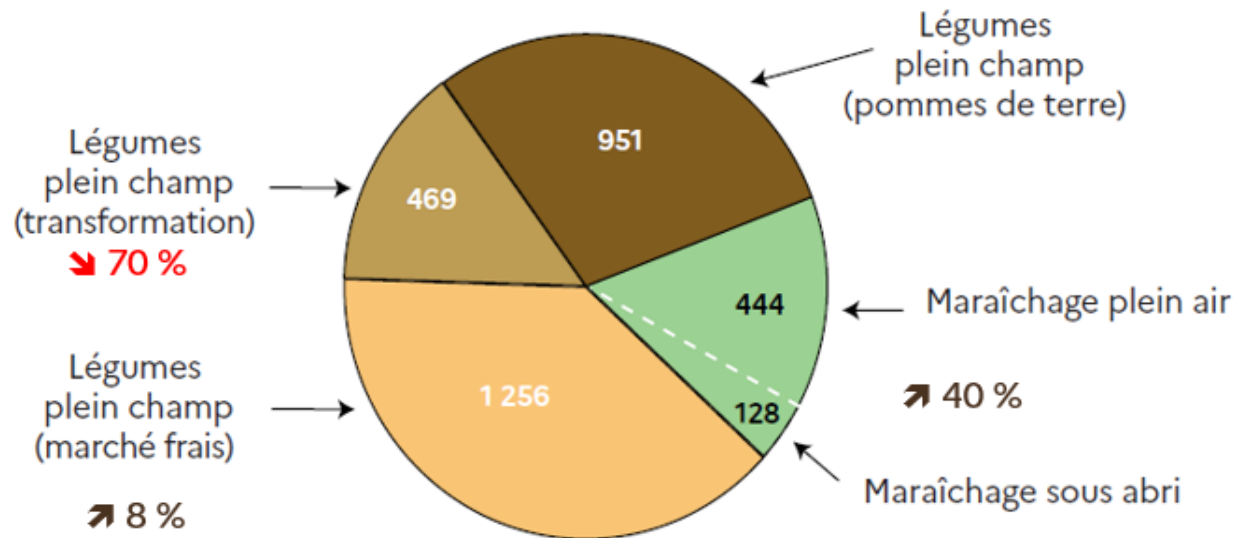
- Accompagnement des investissements industriels, agroéquipements et stockage, Soutien à la gestion des risques et aux semences

Répartition des surfaces en fruits



Production régionale de légumes

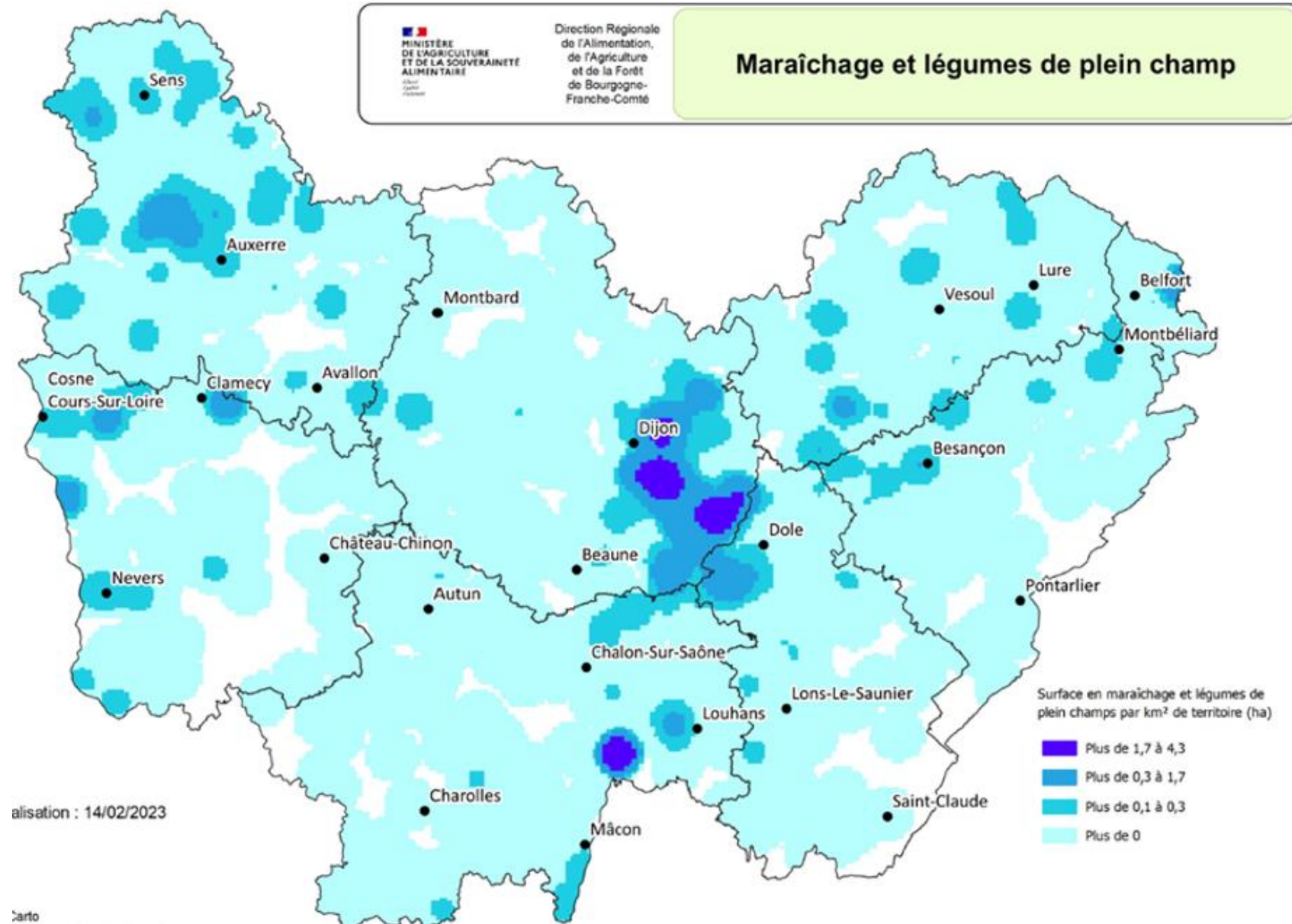
- ☞ BFC = 1% de la surface légumière de France (38% en Hauts de France)
 - ☞ 1134 exploitations en 2020, ↗ 24% par rapport à 2010
 - ☞ 3 249 ha légumes en 2020, ↘ 19% par rapport à 2010 (principalement abandon surfaces pour transformation)
 - ☞ Label AB : 400 exploitations ≈ 723 ha en 2020 (155 expl ≈ 309 ha en 2010) *mais diminution nationale depuis 2023*
 - ☞ Pomme de terre : 29 460 t en 2020 dont 78% PdT de conservation & 22% de PdT primeur
 - ☞ Autres légumes : 78 600 t en 2020



Légumes	Production (en t)
Oignons de couleur	42 030
Tomates	7 279
Concombres	5 568
Carottes pour le frais	4 891
Poireaux	2 943
Courges & Potirons	2 500
Courgettes	1 633
Choux autres	1 336
Céleris raves	1 212
Radis	808

Principales productions légumières en BFC, hors PdT (source SAA 2020)

Localisation de la production de légumes



GT5

Présentation des contributions nationales viticulture

2^e
producteur
vitivinicole mondial

95%
de la production
est sous AOP ou IGP

Filière cidricole :
250 000
tonnes de fruits
récoltés par an

Contexte général

La filière vitivinicole est un pilier culturel, territorial et économique majeur de la France.

Elle représente :

- **18 % du chiffre d'affaires agricole** pour seulement **3 % de la SAU**,
- une **balance commerciale excédentaire de 15,6 Md€ en 2024**,
- une production très largement sous **AOP/IGP (95 %)**.

La filière est confrontée à une crise structurelle profonde, liée à :

- la **baisse continue de la consommation nationale**,
- **l'essoufflement des exportations**,
- les **aléas climatiques croissants**,
- une **fragilisation économique des entreprises**,
- et un **déficit d'installation des jeunes viticulteurs**.

Diagnostic de la filière vitivinicole

Situation économique et productive

- Production moyenne (5 ans) : **47,2 Mhl**, en baisse.
- Baisse des rendements et de la surface viticole.
- Potentiel d'**arrachage estimé à 100 000 ha** après 2024.

Consommation

- France : **100 L/hab/an en 1960 → 33 L en 2025**.
- Forte rupture générationnelle : les jeunes consomment beaucoup moins de vin (notamment le vin rouge).

Export

- Marchés internationaux instables (tensions commerciales UE/USA/Chine).
- Essoufflement global de la consommation mondiale de vin (données OIV).

Démographie professionnelle

- Fort déséquilibre entre départs et installations :
 - 2 700 cessations vs 1 328 installations en 2024.
 - Seulement **825 jeunes (-40 ans)** installés.
- Taux de maintien à 6 ans : **86 %**, inférieur à d'autres filières agricoles.

Quatre actions prioritaires pour la filière vitivinicole

Adapter l'offre à la demande

- Ajuster les volumes de production.
- Mieux segmenter l'offre (AOP/IGP, vins de France, produits innovants).
- Développer la contractualisation équilibrée (EGAlim).
- Adapter la réglementation et anticiper les évolutions de marché.

Innover

- Renforcer la durabilité (PNDV, VITILIENCE).
- Innovation variétale et adaptation climatique.
- Développer de nouveaux produits (vins aromatisés, mousseux, no/low alcool).
- Valoriser coproduits et sous-produits.
- Adapter le cadre réglementaire pour faciliter l'expérimentation.

Relancer

- Relancer la consommation, notamment chez les **25–45 ans**.
- Améliorer la connaissance des marchés (GD, CHR, cavistes, vente directe).
- Renforcer la promotion en France et à l'international.
- Développer l'**œnotourisme**.

Exporter

- Défendre le vin dans la diplomatie internationale.
- Consolider les marchés historiques et ouvrir de nouveaux marchés.
- Renforcer les moyens publics (ambassades, UE, OMC).
- Soutenir les accords de libre-échange et les programmes de promotion.



Les 4 projets sur lesquels il nous faut réfléchir et prioriser

1-Adapter l'offre à la demande

Objectif stratégique

Rééquilibrer durablement l'offre de vin face à une demande en baisse et segmentée.

Enjeux clés

Adapter les volumes de production

Mieux aligner l'offre sur les attentes des marchés (segmentation, nouveaux usages)

Sécuriser les relations commerciales

Principaux leviers

Outils de gestion du potentiel (UE / France)

Contractualisation pluriannuelle équilibrée (EGALIM, 172 ter, 210 bis)

Développement de segments complémentaires aux AOP/IGP (vins de France, produits innovants)

Simplification réglementaire et meilleure anticipation des marchés

2-Innover pour renforcer la durabilité et la compétitivité

Objectif stratégique

Adapter le vignoble au changement climatique et aux attentes sociétales.

Enjeux clés

Innovation variétale

Réduction des intrants

Adaptation au dérèglement climatique

Principaux leviers

Déploiement des stratégies PNDV et VITILIENCE

Innovation accessible (cadre réglementaire lisible, éviter les surtranspositions)

Développement de nouveaux produits (vins aromatisés, vins mousseux, no/low alcool)

Valorisation des coproduits et sous-produits

3-Relancer la consommation et la promotion

Objectif stratégique

Redynamiser la consommation intérieure et renforcer l'attractivité du vin français.

Enjeux clés

Reconquête des jeunes générations (25-45 ans)

Meilleure connaissance des circuits (GMS, CHR, cavistes, vente directe)

Développement de l'œnotourisme

Principaux leviers

Campagnes collectives nationales

Renforcement des moyens de promotion en France et à l'international

Mobilisation des outils de suivi de marché (données, observatoires)

Stratégie œnotourisme (CAP Vins, PSN vitivinicole)

4-Exporter et défendre le vin français à l'international

Objectif stratégique

Sécuriser et développer les débouchés extérieurs dans un contexte géopolitique instable.

Enjeux clés

Défendre les positions françaises sur les marchés historiques

Ouvrir et structurer de nouveaux marchés

Renforcer l'influence française dans les instances internationales

Principaux leviers

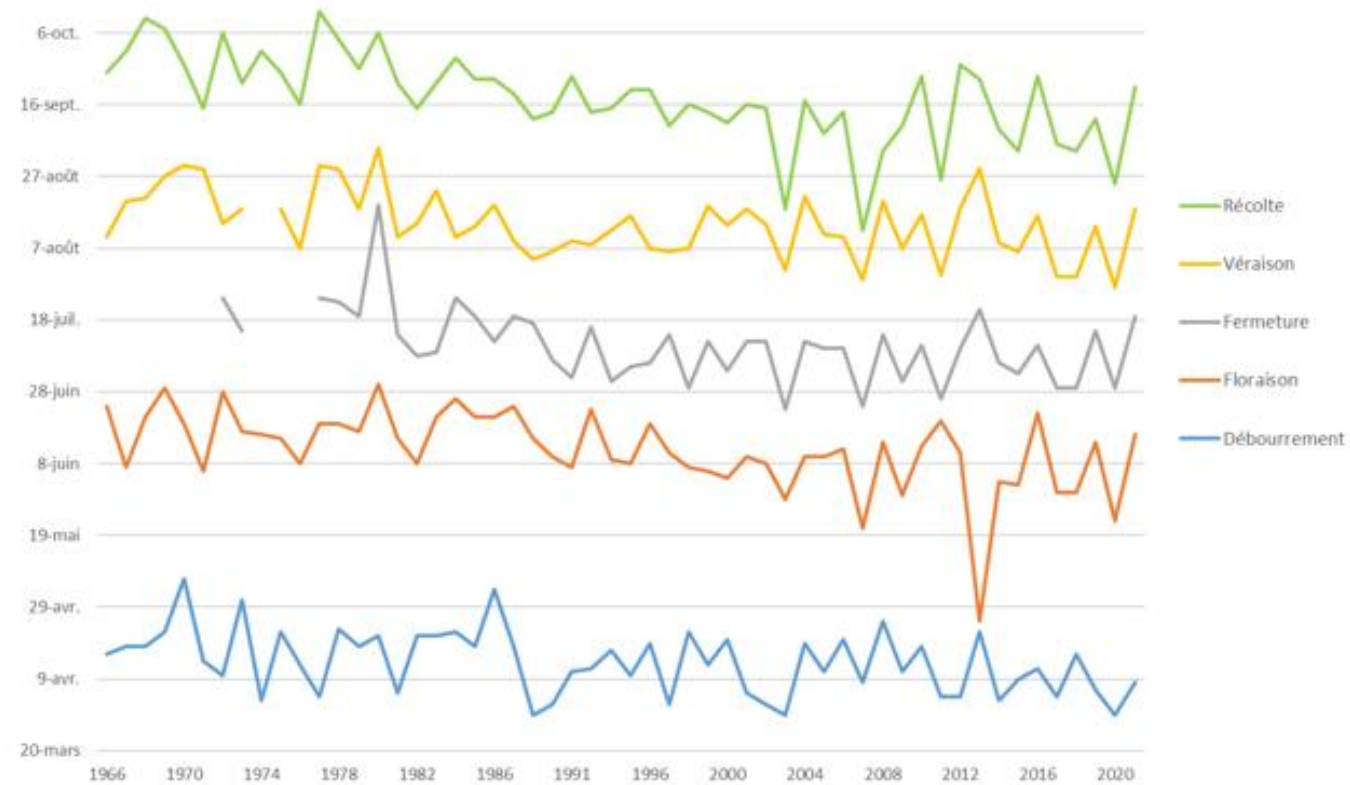
Diplomatie économique et agricole renforcée

Soutien accru à la promotion pays tiers (programme UE 11/44)

Renforcement des moyens des pouvoirs publics (réseau diplomatique, UE)

Adaptation du PSN vitivinicole

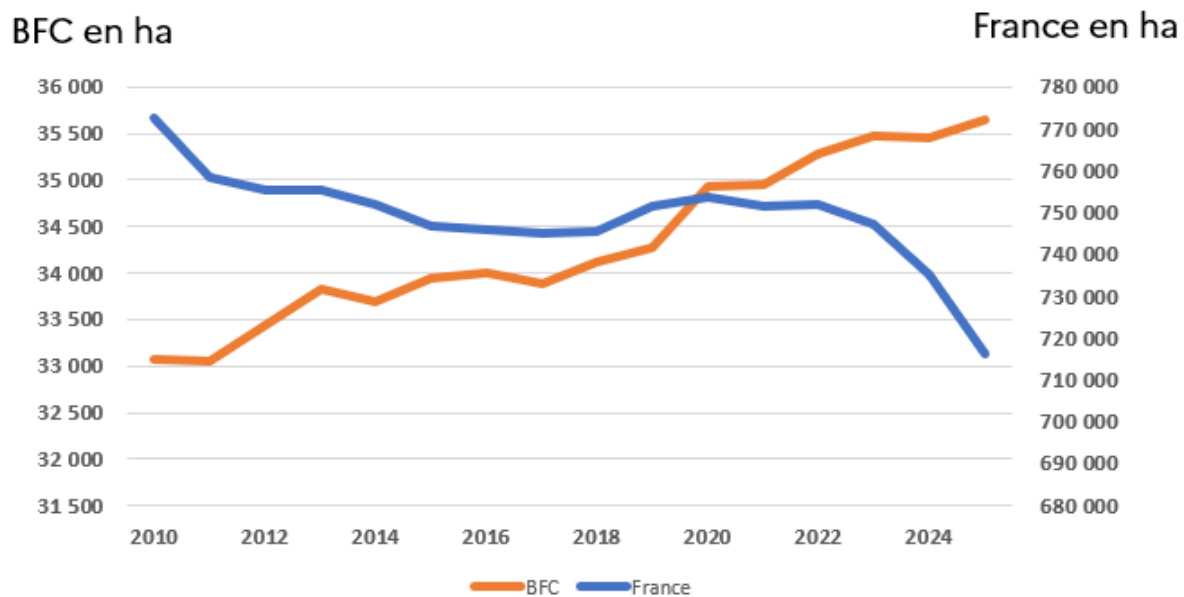
Vigne – accélération de la phénologie



Evolution observée de 1966 à 2021 des stades phénologiques de la vigne à Beaune

Source : ORACLE BFC – données BIVB.

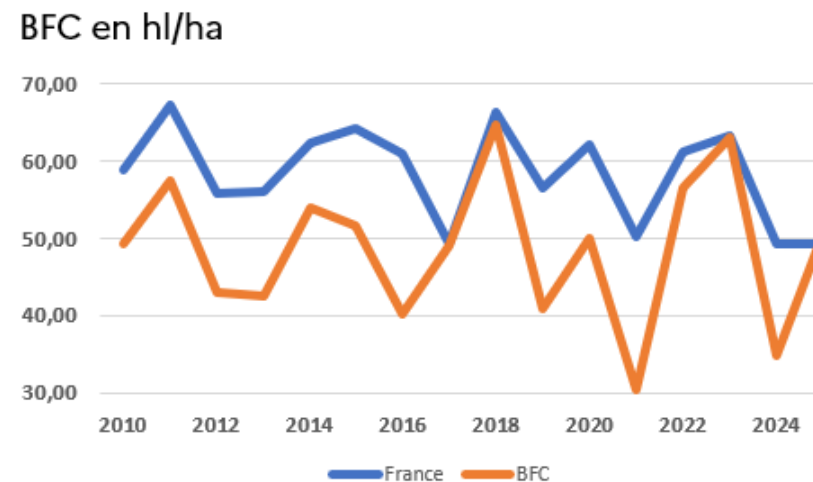
Production viticole : surface et rendement



Source : Agreste, Statistique Agricole Annuelle

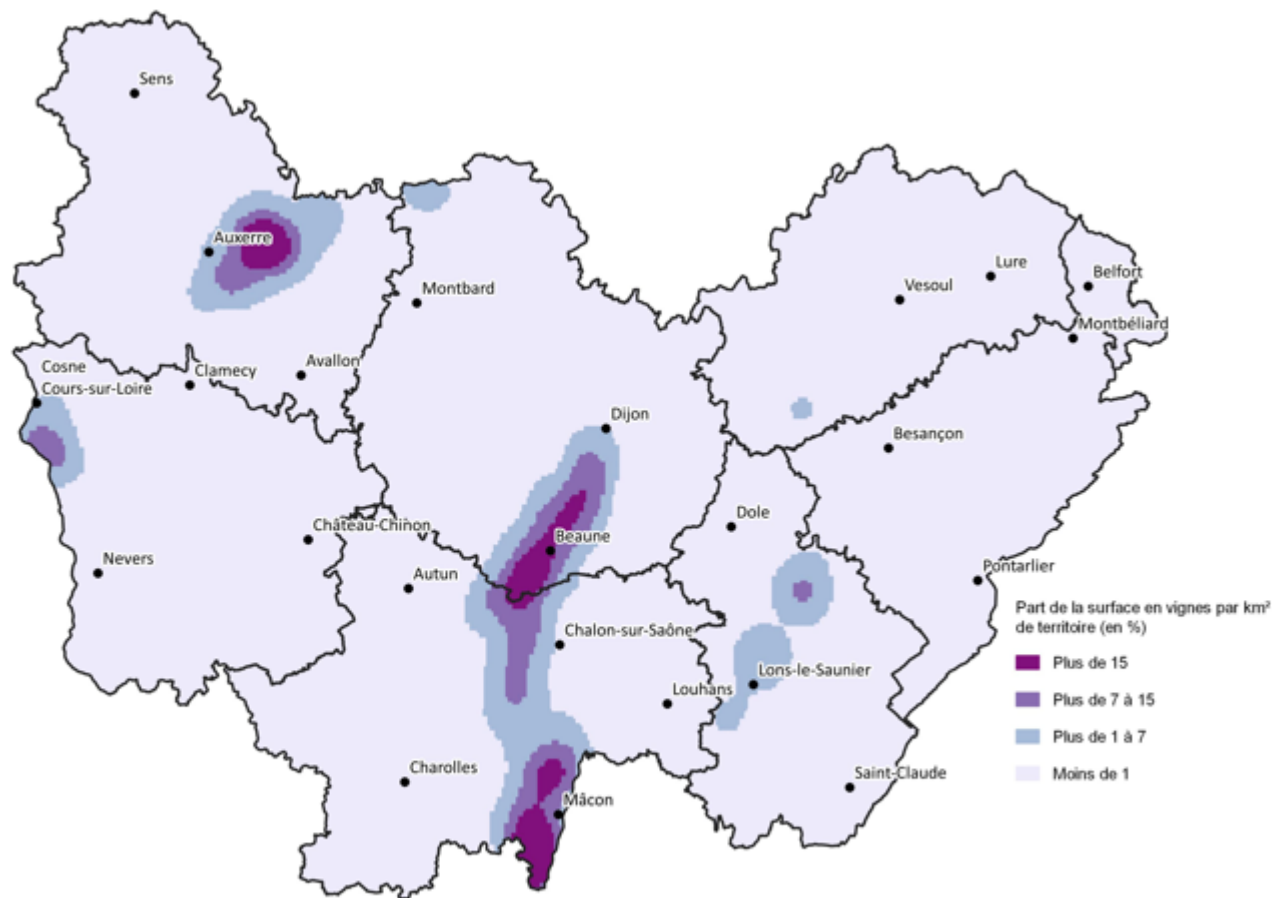
Des conséquences des aléas climatiques marquées

Entre 2010 et 2025
des surfaces qui progresse en BFC + 8 %
et diminuent en France - 7 %



Source : Agreste, Statistique Agricole Annuelle

Localisation des surfaces en vigne



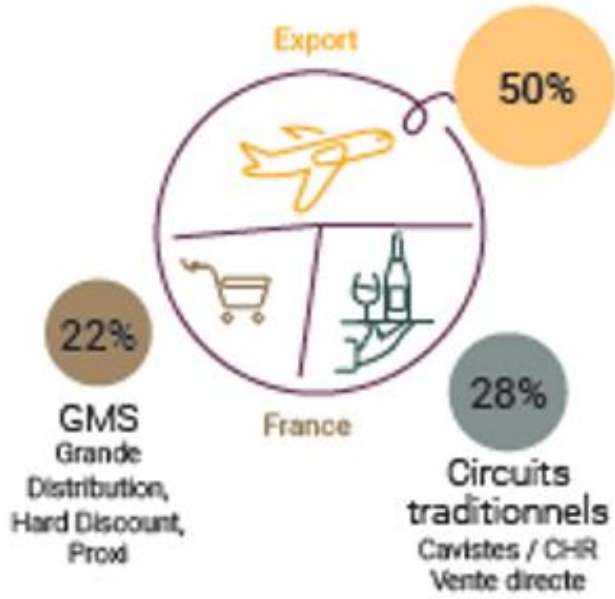
Au Recensement de l'Agriculture 2020
3 400 exploitations spécialisées en viticulture
ces exploitations occupent 3 % de la SAU de la région
elles génèrent 30 % de la valeur de la production agricole

Entre 2019 et 2024 (source MSA)

Le nombre de chefs d'exploitations diminue de 1 % par an

Le marché du vin

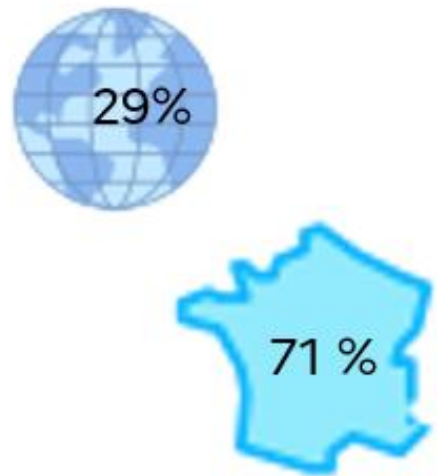
Bourgogne



Export : 31 % hors UE et 19 % UE

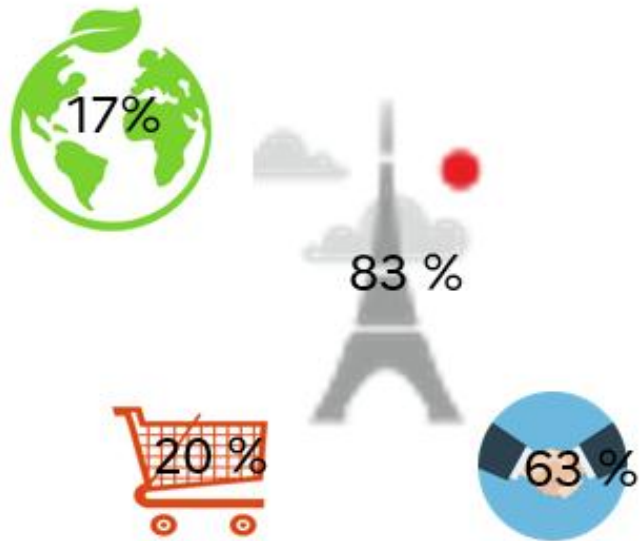
Source : CIVB

Beaujolais



Source : Inter Beaujolais

Jura



Export : 9 % hors UE et 8 % UE

Source : CIVJ

Cours des transactions entre la viticulture et le négoce

Sur la période allant de 2010 à 2025, les cours des vins en vrac suivent une tendance haussière (avec des impacts des aléas).

Toutefois en 2025, il semblerait que seuls les prix des appellations « Rouges » demeurent en croissance ou stables.

Source : Agreste, CIVB et Inter Beaujolais

Prix des vins en vrac en base 100 en 2020

